



Rapport de suivi et d'évaluation des performances concernant le budget-programme pour 2011

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2011

Introduction

Le rapport de suivi et d'évaluation des performances, soumis chaque année aux Membres et à la Conférence du PROE conformément aux obligations incombant au Directeur en vertu du règlement intérieur de la Conférence, présente un résumé des activités menées et des objectifs atteints par le Secrétariat au cours de l'année écoulée. Les performances sont comparées à des indicateurs définis dans le budget-programme pour l'exercice 2011, qui correspond aux priorités du Plan d'action (2005-2009) et aux résultats des Programmes stratégiques (2004-2013). Le rapport de 2011 est également présenté en tenant compte de l'ancienne structure du PROE, qui a été remplacée par la nouvelle structure organisationnelle approuvée par la 22^e Conférence du PROE en 2011 et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012.

Les autres documents produits par le Secrétariat comprennent notamment les rapports sur les résultats et comptes financiers de l'exercice 2011 et le rapport annuel du Directeur général.

Le format du rapport changera à partir de 2012 pour tenir compte du nouveau Plan stratégique 2011-2015. Le rapport de 2012 sera présenté aux Membres à la 24^e Conférence du PROE en 2013.

Évaluation générale des réalisations de 2011

Le PROE a poursuivi en 2011 le processus de gestion du changement mené pour améliorer sa performance et son efficacité. Les principales mesures prises sont les suivantes :

- Augmentation des initiatives et programmes concrets menés dans les pays
- Meilleure définition des priorités et des attentes des pays relatives au PROE
- Développement de partenariats étroits
- Augmentation de notre rapport coût-efficacité et mesures de réduction des coûts au profit des pays membres.

Le PROE a continué d'œuvrer en faveur de la protection et de l'amélioration de l'environnement du Pacifique insulaire et notamment du développement durable des écosystèmes et des ressources naturelles de la région. La priorité pour 2011 a été d'augmenter le soutien direct aux Membres insulaires océaniques du PROE dans tous les domaines relevant de son mandat. Nous avons célébré l'Année océanique du dugong, dont la campagne a été officiellement lancée en mars et s'est poursuivie tout au long de l'année. Deux nouveaux programmes sur la biodiversité ont été lancés en cours d'année, l'un sur les espèces envahissantes, l'autre sur la biodiversité insulaire. Le PROE a également fourni une assistance à ses Membres sur les enseignements tirés de la 10^e Conférence des Parties à la CDB, tenue à Nagoya en 2010, et a élaboré des plans en vue de la mise en œuvre des cibles d'Aichi. Le changement climatique a été un important secteur d'intervention du Secrétariat en 2011, en particulier la mise en œuvre de plusieurs initiatives dans le cadre du Projet océanique d'adaptation au changement climatique (PACC). La réunion de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR), organisée avec succès à Nioué en 2011, s'est attachée à renforcer la coordination et la collaboration régionales sur le changement climatique pour le bénéfice des Membres. Le PROE a également apporté une assistance aux Membres lors de la Conférence sur le changement climatique tenue à Durban en décembre 2011, aussi bien avant que pendant les négociations. Le PROE a considérablement élargi la portée de ses travaux sur la gestion des déchets, la prévention de la pollution et la gouvernance environnementale.

Le Secrétariat a fortement accru en 2011 l'appui et les conseils fournis aux Membres dans de nombreux autres domaines, aux niveaux communautaire, national, régional et international, conformément aux cibles et objectifs approuvés par la Conférence du PROE. D'importants succès ont notamment été enregistrés dans les domaines suivants : gestion des ressources naturelles, espèces menacées et envahissantes, lutte contre la pollution, développement durable, renforcement des capacités, formation, éducation et sensibilisation à l'environnement.

RAPPORT DE SUIVI ET D'ÉVALUATION DES PERFORMANCES CONCERNANT LE BUDGET-PROGRAMME POUR 2011

Le PROE a établi plusieurs partenariats importants en 2011, qui augmenteront considérablement le soutien apporté aux pays océaniques pour mieux gérer leur environnement tout en abordant d'importants problèmes tels que le changement climatique. Le ministère des Affaires étrangères de la Finlande, les services météorologiques finlandais et le PROE ont par exemple lancé un nouveau projet visant le renforcement des capacités des services météorologiques nationaux, qui procurera des ressources supplémentaires en 2012. L'USAID a également conclu un partenariat avec le PROE et fournira 2 millions de dollars É.-U. pour aider les Membres dans leurs efforts d'adaptation. L'AusAID a fourni 7 millions de dollars australiens au PACC, ce qui a permis à d'autres membres tels que les Tokélaou de bénéficier de ces financements complémentaires pour leurs efforts nationaux d'adaptation. L'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI), gérée par le gouvernement australien, a poursuivi son partenariat avec le PROE pour soutenir les efforts menés par les pays pour s'adapter au changement climatique. Le PROE héberge actuellement dans ses locaux, à Apia, un certain nombre de partenaires, dont la JICA (Japon), l'équipe PASAP (Australie), l'OMM et la CMS. Le Secrétariat a également développé ses relations avec les bailleurs de fonds (dont l'UE). Ces partenariats entendent améliorer l'appui et l'assistance aux Membres insulaires océaniques du PROE. Le Secrétariat a par ailleurs continué de participer à de nombreux forums internationaux sur l'environnement.

Les activités et réalisations de l'année 2011 sont détaillées dans le présent document. Les principales seront présentées à la Conférence du PROE par les agents du Secrétariat.

Remarque concernant l'interprétation des données budgétaires et des dépenses

Le budget-programme pour 2011, qui forme la base du présent rapport, a été diffusé aux Membres en septembre 2010 et approuvé par la Conférence du PROE en novembre 2009. Bien que le programme de travail ait été préparé en utilisant les meilleures informations disponibles au premier semestre 2010, de nombreuses hypothèses et circonstances avaient changé au moment de l'exécution du budget en janvier 2011.

Ces hypothèses reposaient sur le paiement en début d'exercice de l'intégralité des contributions des Membres, comme convenu lors de la Conférence du PROE, les niveaux de financement anticipés de la part des donateurs et des taux de change relativement stables.

Le budget de l'exercice 2011 était équilibré comme d'habitude, ce qui signifie que les dépenses estimées étaient égales aux recettes prévues. Les ressources totales approuvées pour ce budget par la 21^e Conférence du PROE s'élevaient à 11 550 052 dollars É.-U. Le montant des dépenses n'a toutefois atteint que 12 563 199 dollars É.-U. (109 %), car les recettes effectivement disponibles et reçues de toutes les sources ne totalisaient que 12 767 416 dollars É.-U.

| <u>Budget total approuvé</u> | Dépenses totales effectives | Part des dépenses par rapport au budget |
|---|--|--|
| 11 550 052 | 12 563 199 | 109 % |

1. ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES

Objectif du programme : États et Territoires insulaires océaniques (ÉTIO) à même de gérer les ressources insulaires et les écosystèmes océaniques de manière durable et propre à entretenir la vie et les modes de subsistance

Au cours de l'année écoulée, le programme Écosystèmes insulaires a continué de fournir une assistance technique et consultative aux Membres du PROE pour les aider à renforcer leur gestion environnementale et à promouvoir le développement durable. La célébration de l'Année du dugong a été l'un des temps forts de 2011. Parmi les autres faits marquants de l'année, citons :

Conventions sur la biodiversité

- Les enseignements tirés de la 10^e Conférence des Parties à la CDB ont été examinés et des plans ont été élaborés en vue de la mise en œuvre des cibles d'Aichi
- Des rapports nationaux à la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar ont été préparés pour les Fidji et le Samoa
- La Journée mondiale des zones humides a été célébrée avec succès au Samoa
- Le projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée a été approuvé par le Conseil du FEM pour les Îles Cook, Nauru, les Tonga et Tuvalu
- L'Initiative océanienne sur les mangroves a été approuvée par les Membres du PROE à leur 22^e Conférence
- Un atelier de renforcement des capacités a été organisé pour informer les pays insulaires océaniques sur le Protocole de Nagoya et ses incidences
- Le processus d'examen des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité a été lancé
- Un mémorandum d'entente a été mis en place avec le Centre des sciences de l'environnement de l'Université du Maryland (UMCES) en vue de l'élaboration de fiches d'évaluation environnementale

Espèces menacées

- La nomination d'un agent océanien chargé de la CMS au sein du PROE a permis d'approfondir la collaboration avec la CMS
- Le Plan de rétablissement des baleines à bosse en Océanie a été approuvé par la Conférence du PROE

- Le réseau de suivi communautaire des tortues a accueilli trois nouveaux membres

Espèces envahissantes

- La mise en œuvre du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes (3,5 millions de dollars É.-U.) visant 10 pays a été lancée dans neuf d'entre eux
- Des échanges de connaissances ont été organisés avec des participants du Samoa, de Kiribati et de la Nouvelle-Calédonie
- Un nouveau projet a été élaboré en vue de la gestion intégrée des déchets solides et de la lutte contre la fourmi électrique en Polynésie française

Zones côtières et marines

- Le manuel de suivi des mangroves dans le Pacifique insulaire a été produit
- L'Initiative océanienne sur les mangroves (PMI) a été approuvée par les Membres du PROE
- La réunion régionale de recensement des zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB) pour le Pacifique Sud-Ouest a été organisée avec succès en partenariat avec le Secrétariat de la CDB et le CSIRO
- L'étude de cas sur l'analyse coûts-avantages des options d'adaptation écosystémique et technique relatives à Lami Town (Fidji) a été réalisée et mise en œuvre
- Une assistance technique a été fournie à la demande du gouvernement des Îles Cook au sujet de l'aire marine proposée de ce pays

Diversité biologique et changement climatique

- Une boîte à outils sur les écosystèmes, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique a été produite
- Un rapport a été produit sur le projet Biodiversité des îles du Pacifique, écosystèmes et adaptation au changement climatique : exploiter la capacité de résistance du milieu naturel

Développement des capacités

- Plusieurs activités ont été mises en œuvre dans les pays dans le cadre du projet de la CE sur le renforcement des capacités relatives aux AME Toutes les activités et tous les rapports ont été achevés avec succès
- Une formation en négociation a été dispensée à l'échelle régionale à 13 pays ACP membres en vue de la CNULD

Éducation et communication

- Un livre sur le changement climatique destiné aux enfants a été rédigé, illustré et conçu
- Le Colloque des futurs leaders océaniques de l'environnement (PEEL) a été organisé avec 25 participants de la région sélectionnés sur des critères méritocratiques. Ce colloque était axé sur la formation aux fonctions de direction dans le domaine environnemental.
- Un atelier d'aménagement de programmes scolaires sur le changement climatique a été organisé conjointement avec le *Pacific Resources for Education and Learning* (PREL) aux ÉFM.

Gestion des connaissances

- Un atelier national a été organisé au Samoa pour promouvoir la maîtrise de l'information et le renforcement des capacités de gestion de l'information
- La page Facebook du PEIN a été mise à jour pour un réseau de près de 500 personnes dans le Pacifique et ailleurs

Analyse financière comparative :

La part des dépenses a été inférieure aux prévisions, notamment en raison du retard dans l'approbation des fonds attendus pour le projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes (742 000 dollars É.-U.).

| Budget total | Dépenses effectives | Part des dépenses |
|--------------|---------------------|-------------------|
| 3 130 585 | 2 420 943 | 77 % |

Volet : 1.1 – Gestion des écosystèmes

Objectif : Promouvoir et appuyer la bonne gestion des écosystèmes insulaires

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|--|---|---|------------------|---------------------|
| Résultat 1.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les écosystèmes appuyées | | | | | |
| 1.1.1.1 Soutien à la participation des ÉTIO aux réunions et manifestations sur les écosystèmes. | <ul style="list-style-type: none">Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. | <ul style="list-style-type: none">Questions régionales et nationales recensées par consultation et positions adoptées avant les 42^e et 43^e sessions du Comité permanent Ramsar.Réunion préparatoire organisée pour que les ÉTIO puissent coordonner les priorités du Pacifique en vue de la 10^e Conférence des Parties à la CNUDL.Dossiers préparés pour les pays insulaires océaniques en vue de la 10^e Conférence des Parties à la CNUDL et assistance technique et stratégique fournie pendant la ConférenceNote d'information préparée pour les pays insulaires océaniques en vue des 15^e et 16^e sessions de l'OSASTT (CDB)Conseils techniques et stratégiques fournis aux pays insulaires océaniques à la 15^e session de l'OSASTT.Groupe de travail océanique informel établi pour coordonner les contributions et l'examen approfondi du Programme de travail de la CDB sur la biodiversité insulaire.Forum virtuel océanique créé et coordonné pour examiner la question de la représentation au sein de l'OSASTT. Kiribati sélectionné comme représentant océanique. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 216 890 | 204 321 |
| | | | Frais de fonctionnement | 45 064 | 255 376 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 4 002 |
| | | | Sous-total | 261 954 | 463 699 |
| | <ul style="list-style-type: none">Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée. | <ul style="list-style-type: none">Document d'information préparé pour les 42^e et 43^e sessions du Comité permanent Ramsar et utilisé par le représentant océanique pendant les sessions, notamment sur les questions relatives à la finalisation des projets de résolution de la 11^e Conférence des Parties.Fiches d'information sur la CDB et les cibles d'Aichi produites et diffusées.Informations sur la 10^e Conférence des Parties à la CDB produites et diffusées à la réunion océanique organisée en mai 2011. | Des fonds complémentaires ont été obtenus auprès du FIDA (68 436 \$), du PNUE (56 597 \$), de AUXB (53 678 \$) et d'autres sources pour réaliser des activités supplémentaires. Les dépenses associées aux résultats 1.1.1 et 1.1.2 doivent être examinées conjointement. | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|--|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. | <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie en vue de la formulation d'indicateurs permettant de suivre la mise en œuvre du Plan stratégique 2011-2020 de la CDB et l'atteinte des cibles d'Aichi. Conseils techniques fournis à l'atelier sur le programme de travail de la CDB sur les aires protégées concernant une stratégie sous-régionale sur le renforcement des capacités. | |
| 1.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les ÉTIO des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes. | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none"> Atelier organisé pour 10 pays membres sur la planification spatiale relative au milieu marin et le renforcement des capacités en vue de la réalisation des objectifs du programme de travail de la CDB sur les aires protégées. Liste des AMP régionales évaluée et révisée par les participants. Assistance fournie à Vanuatu dans le cadre des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar : réunions ministérielles, identification des sites et élaboration d'un plan de travail convenu assorti d'échéances en vue de l'adhésion à la Convention. Assistance fournie aux Tonga et à Kiribati dans le cadre des activités préparatoires à la ratification de la Convention de Ramsar : préparation de la documentation et assistance technique concernant la désignation des sites Ramsar. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie à la demande du gouvernement des Îles Cook au sujet de l'aire marine proposée de ce pays. Options concernant la structure du parc marin présentées, à l'aide d'exemples tirés d'autres pays, au gouvernement, aux deux chambres de chefs traditionnels et lors de consultations publiques. Assistance fournie concernant la structure potentielle du parc marin et élaboration d'un mandat pour le comité directeur de ce parc. Assistance fournie aux Fidji et au Samoa en vue de l'examen et de la mise à jour des informations sur les sites Ramsar. Assistance technique fournie au volet samoan du projet de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), notamment sur les activités de réhabilitation du lac Lanoto'o (site Ramsar). Assistance fournie aux Fidji concernant la mise en forme de leur projet de liste de zones humides prioritaires en vue de leur future désignation en tant que sites Ramsar. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|---|------------------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie aux Fidji et au Samoa en vue de la préparation de leurs rapports nationaux à la 11^e Conférence des Parties à la Convention de Ramsar. Réunion organisée après la 10^e Conférence des Parties pour aider les pays insulaires océaniques à mieux comprendre les implications des résultats de Nagoya et à préparer des feuilles de route pour leur mise en œuvre. Assistance technique fournie au Samoa et aux Fidji sur leurs stratégies de financement intégré dans le cadre de leurs projets de gestion durable des sols. Collaboration menée avec l'UNESCO et l'Australie au sujet de la création d'un centre océanique sur le patrimoine ; il a été convenu, après consultations, que l'USP hébergerait ce centre. Projet sur les AME mis en œuvre pour combler les déficits de capacités recensés par les pays insulaires océaniques — voir 1.3.1.1. | |
| 1.1.1.3 Assistance juridique fournie concernant l'élaboration et la mise en œuvre de lois sur les écosystèmes | <ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques. Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé. | <ul style="list-style-type: none"> Réunion sur le Protocole de Nagoya (accès et partage des avantages) organisée en octobre pour examiner comment les pays pourraient le ratifier ou y adhérer. La réunion sur le Protocole de Nagoya a fourni aux pays insulaires océaniques une assistance concernant sa ratification. En prévision de l'entrée en vigueur du Protocole, une assistance en matière de renforcement des capacités a été abordée et des réunions de suivi ont été planifiées pour 2012 afin d'identifier des activités spécifiques au niveau des pays. La réunion sur le Protocole de Cartagena (biosécurité), tenue en novembre, a étudié les moyens pouvant être mis en œuvre par les pays pour accélérer son application. Assistance fournie à la CPS-SOPAC en vue de la formulation d'un cadre réglementaire régional sur l'exploitation minière des fonds marins. Publication de l'ouvrage <i>Legal frameworks for Ecosystem-based Adaptation to Climate Change in the Pacific Islands</i> avec un financement de l'ICCAI (Australie). Appui technique fourni au service de l'environnement des Fidji concernant la mise en place de leur centre d'échange sur les AME. | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|--|---|------------------------------|
| 1.1.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des écosystèmes | <ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales propices à la conservation. | <ul style="list-style-type: none"> Accord sur l'Initiative océanienne sur les mangroves signé par le Bureau régional de l'UICN en Océanie et adopté par les Membres du PROE. Engagement pris par le Secrétariat de la CDB concernant le soutien financier aux activités régionales dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées. Soutient également le sous-résultat 1.1.1.5 Plan pour le Pacifique. Proposition au FEM préparée avec le Groupe de travail du secteur marin concernant la mise en œuvre du cadre Paysage océanique. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières et techniques aux échelons régional ou multinational | <ul style="list-style-type: none"> Proposition soumise au Régime volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les territoires des régions ultrapériphériques et les pays et territoires d'outre-mer : « <i>Coordination du suivi et des rapports concernant le milieu marin entre les ÉTIO</i> » – 652 000 dollars É.-U. Demande infructueuse, resoumise en 2012. Proposition soumise à l'Initiative internationale sur le climat (GIZ) concernant l'identification des besoins d'adaptation écosystémique et la mise en œuvre des mesures associées dans les îles du Pacifique : 6,5 millions de dollars É.-U. Projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire intégrée approuvé par le Secrétariat du FEM pour les îles Cook, Nauru, les Tonga et Tuvalu (1,7 million de dollars É.-U.). Financement de 500 000 dollars australiens approuvé dans le cadre de la phase 2 de l'ICCAI (Australie) en vue de la mise en œuvre d'activités régionales d'adaptation écosystémique. Fonds Ramsar de petites subventions en suspens jusqu'à nouvel avis. Ce fonds doit faire l'objet d'une évaluation et aucun appel à propositions n'a donc été lancé en 2011. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national. | <ul style="list-style-type: none"> Financement de 20 000 dollars É.-U. approuvé par le CEPF en vue de la réalisation d'une étude sur la faune aviaire à Nioué. Financement de 169 000 dollars É.-U. approuvé par le CEPF en vue de la réalisation d'une étude biologique sur les forêts d'altitude à Savaii (Samoa). | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|--|--|------------------|---------------------|
| 1.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux de gestion des écosystèmes appuyée | <ul style="list-style-type: none">Initiatives de gestion des écosystèmes recensées dans le Plan pour le Pacifique élaborées, promues et dûment consignées | <ul style="list-style-type: none">Voir les activités pertinentes des sous-résultats 1.1.1.4, 1.1.3.2 et 1.1.5.4. Par exemple, Initiative océanique sur les mangroves et mise en œuvre du cadre Paysage océanique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie aux ÉTIO en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature | <ul style="list-style-type: none">Appui technique fourni aux pays insulaires océaniques pour les aider à comprendre les liens entre la Stratégie d'action et les PANSB, en vue de l'atelier de révision des PANSB. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Participation et appui à la Table ronde pour la conservation de la nature et aux groupes de travail associés | <ul style="list-style-type: none">Appui et conseil techniques fournis en continu au Secrétariat de la Table ronde des îles du Pacifique (PIRT).Débats animés au sein des groupes de travail présidés par le PROE : groupe de travail sur les aires protégées, soutien aux PANSB, suivi de la stratégie d'action. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Mise en œuvre du Cadre d'action stratégique intégré de la Politique régionale de la mer pour les îles du Pacifique (PIROP-ISA) appuyéeMise en œuvre des initiatives et activités de collaboration des groupes de travail du CORP appuyée | <ul style="list-style-type: none">Actions du cadre Paysage océanique incluses en vue de la mise en œuvre de la PIROP ; boîte à outils d'adaptation écosystémique (priorité 6 du cadre) ; appui à la création du parc marin des Îles Cook (priorités 2 et 3). Assistance technique fournie au Commissaire pour les océans, dans le cadre de la participation au Groupe de travail du secteur marin. Brochure sur le cadre Paysage océanique révisée et réimprimée.Mobilisation de fonds poursuivie en vue de la mise en œuvre à grande échelle du cadre Paysage océanique. Soutient également le sous-résultat 1.1.1.5 Plan pour le Pacifique. | | | |
| Résultat 1.1.2 – Gestion intégrée des écosystèmes au niveau régional élaborée et coordonnée | | | | | |
| 1.1.2.1 Écosystèmes terrestres et marins critiques recensés pour la planification du développement durable aux niveaux régional et national | <ul style="list-style-type: none">Analyse et inventaire régionaux des écosystèmes réalisés en collaboration avec les autres organisations et partenaires du CORP | <ul style="list-style-type: none">Appui technique fourni, en association avec le Secrétariat de la CDB et le CSIRO, à une réunion régionale sur le recensement des zones d'importance écologique ou biologique (ZIEB), suivie par 31 participants dont des représentants de 10 ÉTIO – 28 ZIEB ont été définies pour le Pacifique Sud-Ouest.Analyse des zones clés pour la biodiversité réalisée à Kiribati.Avant-projet sur le carbone bleu dans le contexte océanien révisé dans le cadre de l'Initiative mondiale pour la biodiversité des océans (GOBI) du PNUE. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 115 509 | 80 191 |
| | | | Frais de fonctionnement | 314 968 | 67 412 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 430 477 | 147 603 |
| | | | Le budget et les dépenses associés aux résultats 1.1.1, 1.1.2 et 1.2.1 doivent être examinés conjointement. Le poste de Spécialiste de la gestion des récifs coralliens est par ailleurs vacant depuis février 2011. | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|--|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'identification des priorités en matière de biodiversité et de zones écologiquement sensibles | <ul style="list-style-type: none"> Voir section sur les ZIEB ci-dessus. Projet d'évaluation des besoins et d'analyse en matière d'adaptation écosystémique et de biodiversité dans le Pacifique achevé – rapport diffusé aux Membres. Financement de l'ICCAI (Australie). Financement du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur la biodiversité insulaire non reçu comme prévu en 2011. | |
| 1.1.2.2 Initiatives régionales thématiques sur les écosystèmes appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Exécution du volet de l'Initiative pour la protection et la gestion durable des récifs coralliens dans le Pacifique Sud relevant du PROE | Projet CRISP achevé fin 2010 ; crédits non obtenus pour la poursuite des activités prévues ni pour le poste de Spécialiste de la gestion des récifs coralliens. | |
| 1.1.2.3 Conférence du Pacifique insulaire sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée et coordonnée | <ul style="list-style-type: none"> Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans | <ul style="list-style-type: none"> Proposition élaborée avec le PNUE pour viser les outils régionaux d'évaluation des récifs coralliens. Sections du rapport océanien sur l'état des récifs coralliens révisées pour le Réseau mondial pour la surveillance des récifs coralliens (GCRMN). | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Soutien aux activités de l'Initiative internationale sur les récifs coralliens (ICRI) | <ul style="list-style-type: none"> Publication de <i>Good coastal management practices in the Pacific : experiences from the field</i>, avec un financement du gouvernement français. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conférence sur la conservation de la nature et les aires protégées organisée tous les cinq ans | <ul style="list-style-type: none"> Document de réflexion élaboré en vue de la planification de la conférence. Demande soumise à NZ VSA concernant un coordonnateur de conférence – approbation reçue en 2012. Contacts pris avec d'éventuels gouvernements hôtes – Accord reçu du gouvernement fidjien en 2012 concernant l'accueil de la conférence. | |
| 1.1.2.4 Valeur des services écosystémiques évaluée | <ul style="list-style-type: none"> Évaluation de la valeur des services écosystémiques appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Boîte à outils préparée et diffusée pour aider les Membres dans les domaines des écosystèmes, de la biodiversité et de l'adaptation au changement climatique dans le cadre du rapport Biodiversité des îles du Pacifique, écosystèmes et adaptation au changement climatique : exploiter la capacité de résistance du milieu naturel. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Évaluations coordonnées entre les différentes parties prenantes régionales (CORP, ONG et OIG) | <ul style="list-style-type: none"> Réalisation d'une analyse coûts-avantages des options d'adaptation écosystémique au changement climatique pour Lami Town (Fidji), en collaboration avec l'ONU-HABITAT et Conservation International et avec un financement du PNUE. | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|---|------------------|---------------------|
| Résultat 1.1.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour gérer les écosystèmes au niveau national appuyées | | | | | |
| 1.1.3.1 Élaboration et mise en œuvre des plans d'action stratégique nationaux sur la diversité biologique appuyées (PANSB) | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration et de la révision des PANSB | <ul style="list-style-type: none">Appui technique fourni à l'atelier régional de renforcement des capacités sur les PANSB, coorganisé par le PROE et le Secrétariat de la CDB, pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer une feuille de route concernant le processus de révision des PANSB.Liste de sources potentielles de financement préparée pour aider les pays insulaires océaniques à la mise en œuvre des priorités des PANSB.Informations diffusées sur la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour l'initiative LifeWeb en tant que source potentielle de financement des activités de mise en œuvre des PANSB. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 147 038 | 125 291 |
| | | | Frais de fonctionnement | 102 517 | 55 584 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 362 |
| | | Sous-total | 249 555 | 181 237 | |
| | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie pour contribuer à la mise en œuvre des PANSB | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis à Nioué, au Samoa, aux Îles Cook et à Kiribati en vue de l'intégration des PANSB dans le cadre national sur l'état de l'environnement grâce à l'adoption d'une approche reposant sur des évaluations environnementales intégrées.Discussions coordonnées en vue de l'identification de partenaires susceptibles d'aider les pays insulaires océaniques à réviser leurs PANSB.Processus nationaux de suivi des PANSB reportés à 2013 pour concorder avec le processus de révision. | Dépenses moins élevées que prévu car les 45 000 \$ attendus de la Fondation McArthur ne se sont pas matérialisés. Le poste de Conseiller en gestion des zones côtières était par ailleurs vacant pendant le premier semestre. | | |
| <ul style="list-style-type: none">Réunions régionales des groupes de travail sur les PANSB organisées tous les ans et réunissant tous les Membres | <ul style="list-style-type: none">Réunions informelles du groupe de travail de la PIRT sur les PANSB organisées avec des représentants des Tonga, de Vanuatu, des Îles Salomon et de Nioué en vue de recenser les capacités nécessaires à la mise en œuvre des PANSB.Réunion océanienne de révision des PANSB organisée en octobre 2011 en partenariat avec le Secrétariat de la CDB. | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Au moins une étude de cas sur la gouvernance réalisée dans chaque ÉTIO | <ul style="list-style-type: none">Étude de cas réalisée dans les Îles Cook pour évaluer le processus de gouvernance relatif à l'élaboration et à la création du parc marin du pays.Projet de gestion et de gouvernance concernant le littoral de Vanuatu reporté en attendant le décaissement de la deuxième tranche de financement. | | | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|------------------------------|--------|--------|
| 1.1.3.2 Développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes appuyé | • Besoins de développement des capacités nationales en gestion des écosystèmes recensés | • Assistance technique fournie à 14 pays insulaires océaniens en vue de la formulation de projets de plans d'action relevant du programme de travail de la CDB sur les aires protégées. | | | |
| | • Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | • Assistance technique fournie en vue de l'élaboration et de l'amélioration des activités et du plan de travail du Samoa concernant le projet MESCAL. Soutient également le sous-résultat 1.1.1.5 Plan pour le Pacifique. • Manuel de suivi des mangroves dans le Pacifique insulaire diffusé aux ÉTIO et aux partenaires régionaux et internationaux. Soutient également le sous-résultat 1.1.1.5 Plan pour le Pacifique. • Liste de sources potentielles de financement préparée pour aider les pays insulaires océaniens à la mise en œuvre des priorités des PANSB. • Informations diffusées sur la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour l'initiative LifeWeb en tant que source potentielle de financement des activités de mise en œuvre des PANSB. | | | |
| 1.1.3.3 Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de gestion des écosystèmes appuyée | • Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion des écosystèmes et aux efforts de conservation dans les ÉTIO | • Proposition soumise à l'ICCAI (Phase II) en vue de la mise en œuvre d'activités d'adaptation écosystémique du littoral dans trois pays insulaires océaniens. Crédits obtenus : 150 000 dollars australiens. • Demande de financement d'un projet d'adaptation écosystémique soumise au fonds allemand ICI. • Aucune demande spécifique n'a été reçue en vue de l'élaboration de projets concernant le FEM-5. Toutefois, des informations sur le FEM-5 ont été fournies lors de missions à Nioué et Kiribati. | | | |
| | • Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national | • Voir 1.1.1.4. • Liste de sources potentielles de financement préparée pour aider les pays insulaires océaniens à la mise en œuvre des priorités des PANSB. • Informations diffusées sur la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour l'initiative LifeWeb en tant que source potentielle de financement des activités de mise en œuvre des PANSB. | | | |
| Résultat 1.1.4 – Capacités en matière d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la gestion des écosystèmes | | | | | |
| 1.1.4.1 Capacité de communication appuyée en matière de gestion des écosystèmes | • Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en gestion des écosystèmes recensés | • Enquête réalisée pour évaluer le degré de sensibilisation aux écosystèmes, à la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique. Les résultats de cette enquête ont contribué à l'élaboration d'une boîte à outils sur les écosystèmes, la biodiversité et l'adaptation au changement climatique dans le Pacifique (1.1.2.4). | | | |
| | | | Frais de personnel | 31 485 | 30 539 |
| | • Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | • Outils d'éducation et de renforcement des capacités et informations sur les mesures d'adaptation écosystémique diffusés pour atténuer les effets du changement climatique. | Frais de fonctionnement | 14 237 | 12 828 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 45 722 | 43 367 |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none">Liste de sources potentielles de financement préparée pour aider les pays insulaires océaniques à la mise en œuvre des priorités des PANSB.Informations diffusées sur la Convention sur la diversité biologique (CDB) pour l'initiative LifeWeb en tant que source potentielle de financement des activités de mise en œuvre des PANSB. | | | |
| 1.1.4.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la gestion des écosystèmes appuyées | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les écosystèmes | <ul style="list-style-type: none">Fiches d'information préparées et diffusées pour promouvoir les AME sur la biodiversité.Informations actualisées sur la mise en œuvre des AME dans le Pacifique intégrées dans le nouveau site web du PROE.Stratégies de communication sur les PANSB reportées à 2013 pour concorder avec le processus de révision. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les écosystèmes | <ul style="list-style-type: none">Activités de célébration de la Journée mondiale des zones humides menées dans les cinq pays insulaires océaniques ayant ratifié la Convention de Ramsar et promues dans les 16 pays non signataires ; rapports sur les activités nationales reçus de cinq pays et disponibles sur le site web de la Convention.Activités nationales de célébration de la Journée mondiale des zones humides organisées au Samoa avec l'assistance technique du PROE. | | | |
| Résultat 1.1.5 – Collecte d'informations sur les écosystèmes et accès à ces informations facilités | | | | | |
| 1.1.5.1 Accès aux données et à l'analyse des systèmes d'information géographique (SIG) pour appuyer la gestion des écosystèmes côtiers et marins développé ou obtenu et amélioré | <ul style="list-style-type: none">Inventaire des ensembles de données des SIG sur les écosystèmes côtiers et marins dressé et actualisé. | <ul style="list-style-type: none">Base de données des SIG complétée par l'ajout de 150 Go de fichiers d'images – acquisition du jeu complet de données océanographiques régionales. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 40 061 | 100 478 |
| | <ul style="list-style-type: none">Processus de mise à jour des données des SIG élaborés et données tenues à jour | <ul style="list-style-type: none">Données des SIG recueillies et actualisées. Bases de données mises à jour pour tenir compte des nouveaux ensembles de données. Données fournies sur demande aux ÉTIO. | Frais de fonctionnement | 78 985 | 65 454 |
| | | | Frais d'investissement | 2 000 | 0 |
| | <ul style="list-style-type: none">Analyse des SIG en vue de la gestion des écosystèmes côtiers et marins élaborée et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none">Analyse des zones clés pour la biodiversité réalisée à Kiribati.Formation sur les SIG dispensée aux agents chargés de l'environnement à Kiribati, au Samoa et aux Îles Salomon.Appui technique fourni aux pays participant au projet MESCAL sur les mangroves : Vanuatu, Îles Salomon, Tonga, Samoa américaines et Fidji. | Sous-total | 121 046 | 165 392 |
| Dépassement des crédits à l'origine uniquement prévus pour trois mois pour le poste de Spécialiste de la conservation du milieu marin, sur la base des financements obtenus, d'autres crédits ayant été obtenus pendant l'année par le biais de AUXB. | | | | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|--|--|------------------------------|
| 1.1.5.2 Données existantes mises à jour et autres données environnementales, sociales et économiques et savoirs traditionnels intégrés pour appuyer la gestion des écosystèmes et la prise de décision | <ul style="list-style-type: none"> Base de données ReefBase et base sur les aires protégées du Pacifique tenues à jour | <ul style="list-style-type: none"> Données et informations régionales appliquées à l'identification de zones marines d'intérêt écologique ou biologique dans tous les ÉTIO, entraînant la déclaration de 28 ZIEB. | |
| 1.1.5.3 Études de cas sur les écosystèmes réalisées et conclusions diffusées | <ul style="list-style-type: none"> Étude de cas intégrée sur les écosystèmes réalisée | <ul style="list-style-type: none"> Analyse coûts-avantages des options d'adaptation écosystémique et technique relatives à Lami Town (Fidji) réalisée pour aider la municipalité à choisir les options les plus appropriées. | |
| 1.1.5.4 Informations sur la gestion des écosystèmes recensées et diffusées | <ul style="list-style-type: none"> Informations sur la gestion des écosystèmes dans le Pacifique réunies ou obtenues | <ul style="list-style-type: none"> Manuel de suivi cartographique et géodésique des mangroves distribué à tous les ÉTIO. Soutient également le sous-résultat 1.1.1.5 Plan pour le Pacifique. | |
| 1.1.5.5 Suivi et évaluation des projets sur les écosystèmes appuyés | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion des écosystèmes | <ul style="list-style-type: none"> Mémorandum d'entente conclu avec le Centre des sciences de l'environnement de l'Université du Maryland (UMCES) en vue de l'élaboration de fiches d'évaluation environnementale. Travaux préliminaires entrepris pour élaborer des cadres de suivi environnemental pour la région grâce à des fonds de la Convention de Nouméa. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en matière de cartographie pour les publications, les exposés et la recherche. | <ul style="list-style-type: none"> Cartes préliminaires sur la migration des tortues vertes et imbriquées produites à partir de données de marquage issues de la base de données régionale sur les tortues (TREDs) et présentées lors d'une manifestation parallèle de la Conférence du PROE. Cartes produites pour les publications, rapports et supports de sensibilisation du PROE, y compris sur les ZIEB, l'état de conservation des cétacés par ÉTIO, la migration régionale des tortues, etc. | |

Volet : 1.2 – Conservation et gestion des espèces

Objectif : Promouvoir et encourager la conservation et la gestion des espèces

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|---|------------------------------|------------------|--|
| Résultat 1.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur les espèces appuées | | | | | |
| 1.2.1.1 Soutien à la participation des ÉTIO aux réunions et manifestations sur les espèces | • Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour | • Pas de grande réunion sur les espèces marines organisée en 2011. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | • Positions régionales définies avant les grandes conférences et communiquées lors des manifestations associées | | Frais de personnel | 98 379 | 102 830 |
| | • Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée. | | Frais de fonctionnement | 30 577 | 193 308 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 725 |
| | • Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. | Sous-total | 128 956 | 296 863 | Le personnel a réussi à mobiliser 43 983 dollars supplémentaires auprès de diverses sources pour des activités non prévues au budget. Le budget et les dépenses associés au résultat 1.1.2 et 1.2.1 doivent être examinés conjointement. |
| 1.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les ÉTIO des accords internationaux et régionaux sur les espèces | • Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | • Atelier régional sur le renforcement des capacités de mise en œuvre nécessaires pour assurer la gestion durable et le commerce non préjudiciable des espèces sauvages organisé en 2012 en consultation avec la CITES. | | | |
| | • Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | • Recensement des dugongs réalisé par questionnaire dans les États de l'aire de répartition grâce à un financement de la CMS. | | | |
| | • Sensibilisation aux intérêts des pays insulaires océaniques menée auprès des organes internationaux et régionaux | • Assistance fournie à l'atelier de la CDB sur la description des zones marines d'intérêt écologique ou biologique. | | | |
| 1.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur les espèces | • Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques. | • Aucune demande d'assistance n'a été reçue en matière de rédaction juridique. | | | |
| | • Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. | • Page web juridique mise à jour. • Examen de la législation sur les tortues marines réalisé pour les îles Marshall et les Tonga. • Réglementation rédigée pour le sanctuaire baleinier des Tonga. | | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalizations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|---|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé. | <ul style="list-style-type: none"> Centre d'échange sur les accords multilatéraux sur l'environnement intégré au site du PROE, et faisant l'objet d'une actualisation continue. Informations actualisées fournies au SIRMIP et au PEIN. | |
| 1.2.1.4 Ressources financières et techniques recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur les espèces | <ul style="list-style-type: none"> Ressources financières et techniques recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales | <ul style="list-style-type: none"> Demande soumise à l'Australie en vue de la campagne de l'Année océanienne du dugong, et obtention d'un financement de 20 000 dollars É.-U. Demande de financement préparée avec NZDOC (en collaboration avec 4 pays membres du PROE) et soumise à NZMFAT en vue d'un projet quadriennal sur les tortues marines dans ces 4 pays, et obtention d'un financement de 600 000 dollars néo-zélandais. Collaboration avec Conservation International (CI) concernant une demande de financement soumise au PEW en vue d'activités sur les requins. Collaboration avec le Service national des pêches maritimes (États-Unis) concernant une demande de financement visant la création d'un réseau sur les échouages de mammifères marins dans les pays insulaires du Pacifique (Fidji, Tonga et Vanuatu), et obtention d'un financement de 30 000 dollars É.-U. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières et techniques à l'échelon national. | <ul style="list-style-type: none"> Aucune demande reçue. | |
| 1.2.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur les espèces appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux ÉTIO en vue de la mise en œuvre du Programme-cadre sur les espèces marines | <ul style="list-style-type: none"> Campagne de l'Année océanienne du dugong planifiée et coordonnée. Appui fourni aux campagnes nationales, y compris à la production de matériels d'éducation et de sensibilisation : affiches, fiches d'information, DVD, profils des dugongs dans les États de l'aire de répartition, page web, etc. Rapports nationaux TREDs diffusés à 15 ÉTIO (Commonwealth des Îles Mariannes du Nord, États fédérés de Micronésie, Fidji, Îles Cook, Îles Salomon, Kiribati, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tonga, Tuvalu et Vanuatu). Bagues et applicateurs distribués aux ÉFM (Yap Oceanic Society), aux Îles Salomon (Marovo Turtle Project et Tetepare Descendant's Association), aux Tonga (pêcheries), aux Fidji (WWFSPPO) et à Vanuatu (Tranquility Resort). | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|---|------------------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Liste de diffusion TREDs mise en place (avec 49 membres) pour faciliter la communication avec les membres. TREDs actualisée, notamment les données sur les bagues récupérées concernant l'atoll Palmyra, les États fédérés de Micronésie, les Fidji, les Îles Cook, les Îles Marshall, les Îles Salomon, Kiribati, la Nouvelle-Calédonie, les Palaos, la PNG, la Polynésie française, le Samoa et Vanuatu. Appui technique fourni aux Îles Mariannes du Nord sur les fonctionnalités de TREDs et fichiers de configuration distribués à la PNG et aux Samoa américaines. Suivi continu des fonctionnalités de TREDs, erreurs mineures corrigées et erreurs majeures déclarées au WPRFMC. Évaluation de TREDs réalisée par questionnaire dans 9 pays et rapport transmis au WPRFMC. Atelier national sur les tortues marines organisé aux Tonga et mise en place d'un réseau national sur les tortues marines. Plan d'action élaboré pour réduire les prises accessoires de tortues marines par les activités de pêche commerciale au Samoa. Réunions de consultation et ateliers organisés aux Tonga conjointement avec le SPWRC en vue de promouvoir la création d'un sanctuaire baleinier. Actions de sensibilisation aux tortues et de formation à la surveillance des sites de nidification menées aux Tonga auprès des organismes publics. | |
| 1.2.1.6 Élaboration et mise en œuvre d'accords régionaux liés aux cadres ou conventions internationaux appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Partenariats élaborés et renforcés avec les organes gérant les conventions et cadres internationaux sur les espèces | <ul style="list-style-type: none"> Collaboration poursuivie avec la CMS en vue de la conservation des dugongs et des tortues marines dans la région, y compris la réalisation d'un inventaire des dugongs et d'un examen de la législation sur les tortues marines. Conseils techniques fournis à l'atelier de la CPS sur le développement des capacités de surveillance nécessaires à la gestion efficace des pêches et des ressources côtières dans les pays et territoires insulaires océaniques. Ateliers régionaux sur le renforcement des capacités de mise en œuvre nécessaires pour garantir la gestion durable et le commerce non préjudiciable des espèces sauvages planifiés avec la CITES début 2012. Accord conclu avec la CMS concernant le poste d'agent océanique chargé de la CMS basé au PROE – agent recruté. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'accords régionaux liés à des accords internationaux | <ul style="list-style-type: none"> Collaboration menée avec le SPWRC en vue de l'élaboration et de la finalisation du Plan de rétablissement des baleines à bosse en Océanie. Plan de rétablissement approuvé par la Conférence du PROE de 2011. | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|---|------------------|---------------------|
| Résultat 1.2.2 – Conservation et gestion des espèces au niveau régional mises en œuvre et coordonnées | | | | | |
| 1.2.2.1 Programme-cadre et Plans d'action sur les espèces marines des îles du Pacifique élaborés et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none">Réunions biennales sur le Programme-cadre sur les espèces marines organisées | <ul style="list-style-type: none">Examen des plans d'action régionaux sur les espèces marines reporté à 2012 en raison de l'insuffisance des crédits. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 21 011 | 22 551 |
| | | | Frais de fonctionnement | 48 668 | 7 571 |
| | <ul style="list-style-type: none">Ressources identifiées et obtenues pour organiser les réunions et faciliter la participation des ÉTIO | <ul style="list-style-type: none">Ressources nécessaires à la tenue début 2012 de la réunion d'examen des plans d'action régionaux sur les espèces marines intégrées à la demande de financement soumise à NZMFAT et dans les négociations avec la CITES. | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 69 679 | 30 122 |
| 1.2.2.2 Protection et restauration des espèces menacées et des espèces d'importance écologique, culturelle et économique appuyées | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie aux ÉTIO en vue d'appliquer les principes de la Stratégie d'action pour la conservation de la nature liés aux espèces | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis au groupe sur les espèces lors de la réunion de la Table ronde pour la conservation de la nature. | Les activités devant être financées par le Fonds Pacifique (40 921 \$) ont été reportées à 2012 | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |
| Résultat 1.2.3 – Élaboration et mise en œuvre de politiques, programmes et actions pour préserver les espèces au niveau national appuyées | | | | | |
| 1.2.3.1 Développement des capacités nationales sur la conservation et la gestion des espèces appuyée | <ul style="list-style-type: none">Besoins de développement des capacités nationales en gestion des espèces recensés | <ul style="list-style-type: none">Évaluation des besoins de développement des capacités nationales en conservation des espèces marines reportée faute de temps/crédits. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 85 313 | 84 947 |
| | | | Frais de fonctionnement | 19 635 | 15 446 |
| | <ul style="list-style-type: none">Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Actions de sensibilisation aux tortues et de formation à la surveillance des sites de nidification menées aux Tonga auprès des organismes publics.Projet d'expansion du réseau communautaire de suivi des tortues approuvé dans quatre pays insulaires océaniques.Projet visant la création d'un réseau sur les échouages de mammifères marins dans les pays insulaires du Pacifique (Fidji, Tonga et Vanuatu) approuvé. | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 104 948 | 100 393 |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | | Indicateurs | Réalizations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|--|---|------------------|---------------------|
| 1.2.3.2 | Mobilisation des ressources financières et techniques nécessaires pour mener à bien les initiatives nationales de conservation et de gestion des espèces appuyée | • Ressources financières et techniques recensées pour contribuer à la gestion et à la conservation des écosystèmes dans les ÉTIO | • Les activités ayant bénéficié d’une assistance sont abordées à la section 1.2.1.5. | | | |
| | | • Appui fourni en vue de la préparation de demandes de ressources financières et techniques au niveau national | • Aucune demande d’aide reçue en vue de l’élaboration de propositions nationales. Les autres propositions élaborées sont abordées à la section 1.2.1.4. | | | |
| Résultat 1.2.4 – Prévention et gestion des espèces envahissantes appuyées | | | | | | |
| 1.2.4.1 | Développement de la sensibilisation, des capacités et de la législation appuyé en matière de gestion des espèces envahissantes | • Initiative de sensibilisation aux espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée | • Projet de Stratégie de communication océanienne sur les espèces envahissantes élaboré, y compris une stratégie visant à attirer l’attention des décideurs sur les espèces. • Dossier d’information du Pacifique sur le thème des espèces envahissantes examiné lors de la réunion annuelle du PIP en 2011 ; élaboration reportée jusqu’à l’adoption de la stratégie de communication. • Assistance fournie en vue de l’élaboration du plan d’action stratégique quinquennal du Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes, la sensibilisation étant définie comme l’un des cinq objectifs du plan d’action stratégique. • Exposés du PILN et du PROE présentés au Conseil régional micronésien sur les espèces envahissantes (Guam) et à la consultation des parties concernées par le PANSB des Fidji, en attirant l’attention sur le rôle et les services du PILN et du PROE. • Exposé technique présenté à la réunion de la Convention sur la diversité biologique sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (Corée du Sud), attirant l’attention sur le PILN en tant que modèle de renforcement des capacités du Pacifique. • Besoins en matière d’éducation à l’environnement évalués sur l’atoll de Kiritimati et élaboration d’un plan d’action sur l’éducation scolaire et communautaire à la demande du Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages de Kiritimati (subvention du CEPF). | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | | Frais de personnel | 278 954 | 235 963 |
| | | | | Frais de fonctionnement | 984 654 | 137 387 |
| | | | | Frais d’investissement | 7 500 | 0 |
| | | | | Sous-total | 1 271 108 | 373 350 |
| | | | | Les dépenses ont été plus faibles que prévu en raison du retard dans l’approbation des fonds attendus pour le projet de l’Alliance FEM-Pacifique sur les espèces envahissantes (742 000 dollars É.-U.). Les dépenses de ce résultat doivent être examinées avec celles du résultat 2.2.4. Les activités devant être financées par le CEPF (146 000 \$) ont été reportées à 2012 | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|---|---|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités des ÉTIO en matière de gestion des espèces envahissantes recensés et abordés | <ul style="list-style-type: none"> Discussions menées avec le gouvernement de Kiribati en vue de la tenue de la 3^e réunion du PILN sur l'île de Kiritimati. Groupe consultatif du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes constitué en vue de l'élaboration de l'ordre du jour de la 3^e réunion du PILN. Communication établie avec Wallis et Futuna, Vanuatu, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue de la constitution d'équipes nationales de lutte contre les espèces envahissantes. Matériels produits et révisés pour le cours océanien de formation sur la lutte contre les plantes adventices, en partenariat avec l'Initiative océanienne sur les espèces envahissantes. Dépenses et programmes régionaux et nationaux de lutte contre les espèces envahissantes analysés par le PROE pour le compte du PIP ; analyse concluant que le principal poste d'investissement dans ce domaine en Océanie concerne le renforcement des capacités. Financement obtenu du CEPF (125 430,00 dollars É.-U.) en vue de l'élaboration d'une stratégie océanienne de renforcement des capacités de lutte contre les espèces envahissantes en collaboration avec l'Initiative océanienne sur les espèces envahissantes. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une législation visant à gérer les espèces envahissantes. | <ul style="list-style-type: none"> Discussions menées lors de la réunion annuelle (2011) du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes concernant l'amélioration de la biosécurité interinsulaire dans le cadre du projet de loi de la CPS sur la biosécurité harmonisée à l'échelon régional. Il a été décidé de poursuivre le dialogue avec la CPS dans ce domaine. | |
| 1.2.4.2 Collecte de données, analyse et recherche appuyées pour améliorer la gestion des espèces envahissantes par les ÉTIO. | <ul style="list-style-type: none"> Acquisition de données régionales sur les espèces envahissantes appuyée et données mises à la disposition des ÉTIO et des autres partenaires [cet indicateur devrait figurer à la section 1.2.4.2]. | <ul style="list-style-type: none"> Douze numéros de <i>Soundbites</i> publiés en 2011 et décrivant les succès et défis rencontrés par l'équipe du PILN et les membres du PIP. Étude sur les espèces envahissantes des îles de la Ligne (Kiritimati) et d'autres pays dans le cadre du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique devant se poursuivre en 2012 en raison de sa prolongation et du démarrage tardif des différents projets. Collaboration menée avec le Groupe de spécialistes des espèces envahissantes (UICN) pour promouvoir la base de données sur la biodiversité insulaire et les espèces envahissantes lors de la 22^e Conférence du PROE, tenue à Apia. | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|---|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Élaboration de modèles analytiques d'évaluation des risques et hiérarchisation des activités de gestion par ordre de priorité appuyées. Recherche améliorant la gestion des espèces prioritaires appuyée. | <ul style="list-style-type: none"> Élaboration d'outils d'évaluation des risques liés aux plantes adventices mais des problèmes persistent et doivent être résolus en 2012. Appui technique à la recherche sur les espèces envahissantes dans les îles de la Ligne et projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique reporté à 2012 en raison du démarrage tardif de ce projet et de la prolongation du projet du CEPF sur les îles de la Ligne. | |
| 1.2.4.3 Élaboration et mise en œuvre d'activités de lutte contre les espèces envahissantes et de restauration de la biodiversité appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Élaboration de processus pour éviter la propagation d'espèces envahissantes appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Appui technique fourni à Kiribati en vue de l'amélioration des contrôles zoo et phytosanitaires, et devant se poursuivre dans le cadre du projet sur les espèces envahissantes de l'Alliance FEM-Pacifique. Financement de 100 000 euros obtenu du Fonds Pacifique en vue de la gestion intégrée des déchets solides et de la lutte contre la fourmi électrique en Polynésie française et chez ses principaux partenaires océaniques en matière de commerce et de transport. Ce projet sera lancé en 2012. | |
| 1.2.4.4 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour renforcer la gestion des espèces envahissantes établies Conseils techniques fournis pour renforcer la restauration des écosystèmes suite à l'éradication d'espèces envahissantes | <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique au Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages (Kiribati) dans le cadre du projet de restauration des îles de la Ligne financé par le CEPF. Appui technique devant se poursuivre dans le cadre du projet sur les îles de la Ligne et du projet de l'Alliance FEM-Pacifique. Assistance technique fournie au ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement (Samoa) et au Service pour la protection de la faune et de la flore sauvages (Kiribati) en matière de restauration des écosystèmes. Le projet de réhabilitation de deux îles de la zone d'Aleipata (Samoa), financé par le CEPF, s'est achevé à la fin de 2011. Il a permis de renforcer les capacités du personnel sur la lutte contre les rats et le transfert des espèces indigènes. | |
| 1.2.4.5 Approche régionale de la gestion des espèces envahissantes élaborée et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Projets régionaux sur les espèces envahissantes identifiés et élaborés et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Collaboration menée avec le Partenariat océanique sur les espèces envahissantes en vue de l'élaboration d'une stratégie de renforcement des capacités. Projet élaboré conjointement avec l'Initiative océanique sur les espèces envahissantes et financement obtenu (voir 1.2.4.1). Ateliers de lancement organisés dans neuf des dix pays participant au projet de l'Alliance FEM-Pacifique (3,5 millions de dollars É.-U.). Un nouveau poste du PROE (Coordinateur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable) a été créé et pourvu en 2012. | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">Services régionaux sur les espèces envahissantes appuyés, notamment le Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN), l'Initiative océanienne sur les espèces envahissantes (PII) et le programme de la CPS sur les espèces envahissantes. | <ul style="list-style-type: none">Coordination du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes, qui est le groupe de travail sur les espèces envahissantes de la Table ronde pour la conservation de la nature dans le Pacifique et au sein duquel sont représentées plus de 30 organisations.Conseils, encouragements et soutien technique fournis à 16 équipes du PILN dans le cadre d'échanges réguliers et de missions dans les pays.Assistance fournie en vue de la création du Groupe spécial fidjien sur les espèces envahissantes (FIST).Contributions des équipes du PILN et des partenaires de la lutte contre les espèces envahissantes recueillies et diffusées dans le Pacifique à plus de 440 membres du réseau par le biais du bulletin <i>Soundbites</i> (12 numéros).Appui fourni en vue de l'échange de connaissances et de la participation de représentants du Samoa, de Kiribati et de la Nouvelle-Calédonie à des ateliers, actions de formation et détachements sur la lutte contre les espèces envahissantes.Contribution à la formulation de la position régionale sur les espèces envahissantes et la taxonomie pour les Parties océaniques à la CDB, y compris la coordination de la réponse et de l'intervention du Pacifique à la 15^e session de l'OSASTT. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Stratégie relative à l'introduction d'espèces marines envahissantes par les navires (SRIMP-PAC) élaborée, distribuée et actualisée. | <ul style="list-style-type: none">Voir résultat 2.2.4. | | | |
| Résultat 1.2.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcées pour appuyer la conservation et la gestion des espèces | | | | | |
| 1.2.5.1 Capacités de communication en matière de conservation et de gestion des espèces renforcées | <ul style="list-style-type: none">Besoins de développement des capacités nationales et régionales de communication en matière de conservation et de gestion des espèces recensés | <ul style="list-style-type: none">Fiches d'information sur les verdières et les espèces envahissantes préparées et diffusées. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 24 227 | 22 558 |
| 1.2.5.2 Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication visant l'amélioration de la conservation et la gestion des espèces appuyées | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication visant la promotion de manifestations et de processus internationaux et régionaux sur les espèces | <ul style="list-style-type: none">Campagne de l'Année océanienne du dugong comprenant une stratégie de communication prévoyant la définition de l'image de la campagne, la production de supports d'information, et l'utilisation des médias, d'un site web et d'une page Facebook. | Frais de fonctionnement | 2 500 | 5 078 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de communication pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations découlant des accords internationaux et régionaux sur les espèces | <ul style="list-style-type: none">Voir Année océanienne du dugong et résultat 1.2.6. | | | |
| | | | Sous-total | 26 727 | 27 636 |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| Résultat 1.2.6 – Collecte d'informations sur les espèces et accès à ces informations facilités | | | | | |
| 1.2.6.1 Informations sur la conservation et la gestion des espèces recensées et diffusées | <ul style="list-style-type: none">Informations sur la conservation et la gestion des espèces dans le Pacifique réunies ou obtenues | <ul style="list-style-type: none">Documents d'information produits pour la campagne de l'Année océanienne du dugong :<ul style="list-style-type: none">Fiches d'information sur les verdières, les dugongs et la conservation des dugongs ;Profils des dugongs dans les États océaniques de l'aire de répartition ;DVD sur la conservation des dugongs ;Affiche.Cartes sur la migration des tortues marines produites et indiquant les éventuelles unités sous-régionales de gestion.Poursuite de la coordination et de la mise en œuvre de TREDs, et création du réseau régional TREDs. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 52 958 | 53 461 |
| | | | Frais de fonctionnement | 17 015 | 4 209 |
| | | | Frais d'investissement | 500 | 0 |
| | Sous-total | 70 473 | 57 670 | | |
| 8 497 \$ de financements non garantis n'ont pu être obtenus | | | | | |
| 1.2.6.2 Capacité à recueillir des informations sur la conservation des espèces renforcée | <ul style="list-style-type: none">Besoins de développement des capacités en matière de collecte de données sur la conservation des espèces recensés et abordés. | <ul style="list-style-type: none">Aucune formation sur l'utilisation de TREDs réalisée faute de crédits. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue du stockage et de la mise à jour des données sur la conservation des espèces. | <ul style="list-style-type: none">Appui continu aux Membres concernant la gestion et la mise à jour de la base de données TREDs.Développement de la base de données sur les échouages de cétacés entamé. | | | |
| 1.2.6.3 Suivi et évaluation des projets sur les espèces appuyés | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi et d'évaluation dans le cadre des plans de gestion et de conservation des espèces | <ul style="list-style-type: none">Modèle de suivi et d'évaluation des plans d'action régionaux sur les espèces marines élaboré et diffusé aux Membres. | | | |

Volet : 1.3 – Communautés, institutions, éducation et gestion des connaissances

Objectif : Donner aux communautés et institutions des ÉTIO la capacité, l'éducation et les connaissances nécessaires pour planifier et gérer leur développement écologiquement durable

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|--|------------------------------|------------------|-------------------|
| Résultat 1.3.1 – Développement des capacités des ressources humaines, renforcement institutionnel et formation à l'environnement appuyés | | | | | |
| 1.3.1.1 Besoins de capacités nationales recensés aux niveaux individuel et institutionnel et mesures de développement des capacités appuyées | <ul style="list-style-type: none">Identification des besoins de capacités sur les AME et mise en œuvre des mesures de développement des capacités prioritaires appuyées.Élaboration et mise en œuvre de plans stratégiques et de stratégies de développement des ressources humaines des services de l'environnement appuyées. | <ul style="list-style-type: none">Projet de la CE sur le renforcement des capacités en vue de la mise en œuvre des AME coordonné ; activités prévues pour la 3^e année menées à bien.Agents techniques concernés du PROE informés de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des activités de renforcement des capacités visant l'exécution des AME : activités nationales de formation en négociation, gestion et utilisation de l'information ; sensibilisation et collecte de données sur la gestion des déchets.Formation en négociation dispensée aux Îles Cook, à Nioué, au Timor-Leste et aux Tonga.Formation en négociation dispensée à l'échelle régionale à 13 pays ACP membres avant la 10^e Conférence des Parties à la CNULD.Conseils techniques et appui à la conception et à l'animation d'ateliers fournis à Kiribati en vue de l'élaboration de la première politique nationale intégrée sur l'environnement, et aux Îles Cook en vue de leur stratégie nationale pour l'environnement. | | Dépenses prévues | Dépense effective |
| | | | Frais de personnel | 121 023 | 117 512 |
| | | | Frais de fonctionnement | 59 687 | 299 468 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 180 710 | 416 980 |
| Des fonds supplémentaires ont été obtenus auprès du projet du PNUE sur les AME et du Fonds Pacifique | | | | | |
| 1.3.1.2 Capacités de gestion de projets appuyées aux niveaux individuel et institutionnel | <ul style="list-style-type: none">Activités de développement des capacités en gestion de projets recensées, mises en œuvre et appuyées | <ul style="list-style-type: none">Pas d'activités spécifiques pour 2011 car elles ont été intégrées aux projets en cours. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Réseaux de gestion de projets appuyés au niveau national | <ul style="list-style-type: none">Neuf pays insulaires océaniques ont reçu une formation en gestion de projet dans le cadre des processus du FEM. | | | |
| 1.3.1.3 Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none">Programmes de détachements de volontaires, de détachements entre pays et de stages élaborés et ressources financières recensées et obtenues | <ul style="list-style-type: none">Aucun financement disponible pour cette activité. | | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|--|---|------------------|---------------------|
| Résultat 1.3.2 – Éducation et communication propices aux changements de comportements appuyées | | | | | |
| 1.3.2.1 Intégration des questions d'environnement et de développement durable dans l'éducation formelle appuyée. | <ul style="list-style-type: none">Conseils fournis en vue de l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires | <ul style="list-style-type: none">Exposé du PROE à la Conférence de l'UNESCO sur l'éducation au changement climatique en vue du développement durable, qui a contribué à resserrer les liens avec la Division de l'EDD de l'UNESCO.Partenariat formé avec la GIZ et l'UNESCO sur l'éducation au changement climatique, pour partager des informations et coordonner les activités d'éducation communautaire et permanente dans la région, de sorte à éviter les doubles emplois et à veiller à une meilleure utilisation des ressources humaines et financières.Livre sur le changement climatique destiné aux enfants rédigé, illustré et conçu – impression prévue pour 2012 Conception et impression financées par l'ICCAI (Australie). | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 46 474 | 70 464 |
| | | | Frais de fonctionnement | 67 455 | 22 608 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 113 929 | 93 072 |
| | | | 7 789 \$ de financements non garantis n'ont pu être obtenus et une partie des activités relatives à ce résultat a été financée directement par divers donateurs | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Conseils fournis sur l'élaboration de matériels éducatifs destinés à être inclus dans les programmes scolaires. | <ul style="list-style-type: none">Atelier d'aménagement de programmes scolaires sur le changement climatique organisé conjointement avec le Pacific Resources for Education and Learning (PREL) aux ÉFM. 50 participants (écoles, ONG et autres groupes pertinents). Financé par l'UNITAR.Conseils et ressources fournis à Kiribati en vue de l'élaboration d'« écoles vertes » à Tarawa. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'inclusion des principes de l'éducation au développement durable (EDD) dans les programmes nationaux | <ul style="list-style-type: none">Liens établis avec l'UNESCO pour apporter un appui en vue du recensement des besoins en matière d'EDD au niveau scolaire.Projet de foire régionale sur l'éducation à l'environnement non matérialisé faute de crédits, mais appui apporté au colloque des futurs leaders océaniques de l'environnement. | | | |
| 1.3.2.2 Activités et programmes d'éducation informelle sur l'environnement promus et appuyés | <ul style="list-style-type: none">Conseils fournis pour l'inclusion des questions d'environnement et de développement durable dans les activités d'éducation informelle | <ul style="list-style-type: none">Colloque des futurs leaders océaniques de l'environnement (PEEL) organisé avec 25 participants de la région sélectionnés sur des critères méritocratiques. Ce colloque était axé sur la formation aux fonctions de direction dans le domaine environnemental. Les participants ont constitué le réseau PEEL et élaborent un plan d'action devant être mis en œuvre en 2012.Projets de stratégies de communication élaborés pour le Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et le changement climatique. Ces deux stratégies seront mises au point en 2012. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration et de la diffusion de matériels éducatifs sur les principes de l'EDD | <ul style="list-style-type: none">Matériels pédagogiques diffusés sur la conservation des tortues et la gestion des déchets. | | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|--|--|--|------------------|---------------------|
| 1.3.2.3 Initiatives de communication élaborées et mises en œuvre | <ul style="list-style-type: none">Initiatives de sensibilisation aux questions d'environnement et de développement durable dans les programmes scolaires dans des cadres non formels élaborées et mises en œuvre | <ul style="list-style-type: none">Exposition sur l'énergie (PIGGAREP) présentée lors de la réunion des dirigeants du Forum.Liste du PROE sur l'apprentissage actualisée ; cette liste est un important outil de communication sur les activités d'éducation à l'environnement menées dans le Pacifique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni pour développer les capacités d'éducation et de communication dans les ÉTIO | <ul style="list-style-type: none">Modèle de suivi et d'évaluation élaboré pour les activités de l'Année du dugong. | | | |
| 1.3.2.4 Campagnes régionales de sensibilisation appuyées | <ul style="list-style-type: none">Campagnes régionales élaborées et approuvées par le PROE | <ul style="list-style-type: none">Campagne de l'Année océanienne du dugong menée avec succès. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de la mise en œuvre des activités de la campagne | <ul style="list-style-type: none">Affiches, fiches d'information et matériels pédagogiques produits en 2011 sur toute une gamme de questions dans le cadre de l'Année du dugong et pour compléter les activités régionales du PROE en matière d'éducation et d'information. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni pour suivre, évaluer et rendre compte de la mise en œuvre de la campagne | <ul style="list-style-type: none">Rapport d'évaluation de l'Année océanienne de la biodiversité produit et diffusé. | | | |
| Résultat 1.3.3 – Connaissances rassemblées et diffusées et accès aux informations environnementales appuyé | | | | | |
| 1.3.3.1 Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées | <ul style="list-style-type: none">Informations importantes sur l'environnement recensées et diffusées aux parties prenantes dans des formats appropriés | <ul style="list-style-type: none">Actualités du PEIN sur l'environnement océanien distribuées tous les quinze jours à un réseau de plus de 400 partenaires et institutions. Documents papiers et numériques diffusés à des bibliothèques sélectionnées de tous les ÉTIO. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 31 696 | 21 404 |
| | <ul style="list-style-type: none">Produits d'information et ressources répondant aux besoins d'information des parties prenantes élaborés, diffusés et actualisés dans des formats appropriés | <ul style="list-style-type: none">Bibliothèque virtuelle du PEIN maintenue à jour et complétée.Page Facebook du PEIN mise à jour pour un réseau de près de 500 personnes dans le Pacifique et ailleurs. | Frais de fonctionnement | 23 600 | 1 615 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 55 296 | 23 019 |
| | | | Les dépenses ont été plus faibles que prévu en raison de la vacance du poste de responsable du Centre d'information et de documentation depuis février 2011. | | |

Programme 1 – ÉCOSYSTÈMES INSULAIRES | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | |
|---|---|--|------------------------------|---------------------|
| 1.3.3.2 Développement des Centres d'information et de documentation (CID) des ÉTIO appuyé | • Besoins de développement des capacités en gestion de l'information recensés dans les ÉTIO | • Aucun financement disponible pour cette activité et poste de responsable du CID vacant. | | |
| | • Initiatives de développement des capacités organisées | • Atelier national organisé au Samoa pour promouvoir la maîtrise de l'information et le renforcement des capacités de gestion de l'information – pas de financement disponible pour cette activité dans d'autres ÉTIO. | | |
| | • Assistance fournie pour identifier des sources de financement visant le développement de l'infrastructure d'appui à la gestion de l'information | • Aucune activité en raison de la vacance du poste de responsable du CID. | | |
| | • Conseils et appui techniques fournis pour développer l'infrastructure institutionnelle d'appui à la gestion de l'information | • Aucune activité en raison de la vacance du poste de responsable du CID. | | |
| 1.3.3.3 Centre d'information et de documentation (CID) du PROE régulièrement mis à jour et services d'information fournis | • Matériels d'information sur l'environnement régulièrement recensés, acquis et catalogués dans la bibliothèque du PROE | • 200 nouveaux matériels d'information ajoutés au catalogue de la bibliothèque du PROE | | |
| | • Ajouts à la bibliothèque du PROE communiqués et disponibles aux parties prenantes | • Bulletin « What's New » de la bibliothèque du PROE diffusé tous les mois aux partenaires régionaux grâce à la liste de distribution du PEIN. | | |
| | • Site web du CID du PROE régulièrement actualisé | • Portage du site web du PROE, y compris la base de données de publications, de l'ancien site vers le nouveau. • Profils de pays du PEIN et bibliothèques virtuelles sur l'environnement migrés vers le nouveau site web du PROE et actualisés. | | |
| | • Services de référence et de recherche fournis | • Réponse des bibliothécaires du PROE aux demandes d'aide de recherche émanant du personnel, des Membres et des partenaires régionaux du PROE donnée tous les jours dans un délai de 24 heures (min.) | | |
| TOTAL PROGRAMME 1 | | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | Frais de personnel | 1 311 021 | 1 272 510 |
| | | Frais de fonctionnement | 1 809 562 | 1 143 345 |
| | | Frais d'investissement | 10 000 | 5 088 |
| | | TOTAL | 3 130 583 | 2 420 943 |

2. AVENIRS OCÉANIENS

Objectif : Pays et territoires insulaires océaniques à même de s'organiser et de faire face aux menaces et pressions sur les systèmes océaniques et insulaires

Les principales activités de 2011 correspondent aux quatre domaines d'intervention suivants :

1. Changement climatique
2. Pollution et gestion des déchets
3. Gouvernance environnementale
4. Soutien à l'accès aux ressources du FEM.

Le programme Avenirs océaniques a recruté quatre nouveaux agents : un conseiller en développement durable, un spécialiste du PI-GOOS, un spécialiste de la gestion des connaissances et un responsable du PIGGAREP. La capacité du programme Avenirs océaniques a par ailleurs été renforcée grâce au détachement, par le Secrétariat du Commonwealth, d'un économiste des ressources et de l'environnement, et à l'hébergement de l'équipe de gestion des déchets de la JICA, de l'équipe PASAP d'AusAID, d'un spécialiste du changement climatique de la GIZ et du responsable de l'équipe chargée de la gestion des déchets, financée par l'Agence française de développement (AFD). Le Conseiller chargé de l'assistance du FEM a démissionné tandis que le contrat de six ans du responsable du SMOC-IP est arrivé à terme en cours d'année.

Le programme Avenirs océaniques s'est efforcé en 2011 de développer ses actions dans les pays, d'accéder à des ressources nouvelles et additionnelles et de renforcer les partenariats à tous les niveaux. Il a plus que rempli tous les engagements définis dans le programme de travail de 2011, comme en atteste le présent rapport.

Les faits marquants de l'année sont décrits ci-dessous et détaillés dans les tableaux des pages suivantes :

Changement climatique :

- Principal partenaire de l'élaboration des politiques nationales sur le changement climatique et plans d'action nationaux conjoints (JNAP) sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes de Nioué, des Îles Cook et de Tuvalu. Un soutien supplémentaire a été fourni aux Îles Marshall en vue de l'élaboration de leur politique sur le changement climatique et de leur plan d'action national conjoint. Cette activité a été exécutée en collaboration avec la division SOPAC de la CPS, le PASAP et le PACC (PNUD et PROE).
- Réalisation d'évaluations techniques de la qualité de l'eau, pour le PACC des Tonga, et d'évaluations géospatiales, pour le PACC des Îles Cook. Ces évaluations techniques ont contribué à la mise en œuvre des activités de terrain dans ces pays.
- Élaboration et soutien à de nouvelles phases d'initiatives régionales telles que le PACCSAP (AusAID), l'ICCAI, le PACC+ et le FINPAC (Finlande), qui apportera des ressources supplémentaires au programme de 2012.
- Signature d'un mémorandum d'entente avec l'OMM concernant le soutien au Partenariat pour le Bureau météorologique océanique.
- Organisation en 2011 de la réunion de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique (PCCR), qui s'est attachée à renforcer la coordination et la collaboration régionales sur le changement climatique pour le bénéfice des ÉTIO.
- Appui fourni à la réunion inaugurale du Conseil météorologique océanique (CMO).
- Élaboration de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS)
- Meilleure préparation des pays insulaires océaniques à la 17^e Conférence des Parties, visibilité accrue grâce à la formation en négociation et aux manifestations parallèles organisées pendant la Conférence en partenariat avec l'AusAID et le CSIRO.
- Diffusion des produits du Programme scientifique océanique sur le changement climatique (PCCSP) lors de la 17^e Conférence des Parties.
- Poursuite des cours de formation sur les rapports sur le changement climatique destinés aux médias océaniques et assistance en vue de l'intégration de l'éducation au changement climatique dans les programmes scolaires et éducatifs.
- Animation, avec le CCCCC, d'un pavillon insulaire lors de la 17^e Conférence des Parties pour attirer l'attention sur les effets du changement climatique en Océanie.
- Réalisation de deux études de faisabilité (hydroélectricité à Talise [Vanuatu] et biocombustibles dans l'île de Kiribati [Kiribati]) dans le cadre du PIGGAREP pour orienter les activités nationales relatives aux énergies renouvelables.
- Demande de financement présentée à SIDS Dock concernant une nouvelle initiative régionale sur les énergies renouvelables.
- Formation sous-régionale organisée aux Fidji sur le renforcement des capacités relatives au MDP en vue de la mise en place d'autorités nationales désignées aux Îles Salomon, aux Fidji, en PNG, au Samoa, aux Tonga et à Vanuatu.

Pollution et gestion des déchets :

- Stratégies régionales et plans d'action sur l'amiante et les déchets électroniques fournis à tous les États Membres du PROE avant la Conférence de 2011.
- Élaboration d'un projet de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable susceptible d'augmenter de 9,2 millions de dollars É.-U. les fonds consacrés aux POP dans la région au cours des cinq prochaines années. Ce projet sera axé sur la démonstration de technologies concrètes et innovantes de réduction des POP.
- Fourniture de conseils aux Palaos concernant les conditions et procédures de ratification de la Convention de Stockholm. Les Palaos ont signé la Convention en 2011.
- Fourniture de conseils et d'assistance technique pour aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre des accords régionaux et internationaux pertinents, en particulier les conventions de Stockholm, de Bâle et de Waigani, par le biais d'un programme de formation régional organisé aux Fidji en 2011.
- Préparation et soumission d'une proposition au SAICM concernant un modèle de gestion des déchets électroniques aux Îles Cook, à Kiribati et au Samoa. Projet financé à hauteur de 187 000 dollars É.-U.
- Fourniture d'une assistance en vue de l'élaboration de stratégies et/ou de politiques de gestion des déchets pour améliorer les services de collecte et d'élimination des déchets fournis aux Membres.
- Intérêts et priorités des pays insulaires océaniques pris en compte dans le cadre de l'élaboration du programme de gestion des déchets dangereux (10^e FED), qui prévoit la préparation de produits de communication et de vulgarisation.

Gouvernance environnementale :

- Réunion régionale préparatoire organisée pour Rio+20, y compris la préparation d'un document d'information et de résultats. Appui technique fourni à la délégation océanique à la Conférence pour l'Asie et le Pacifique et aux missions des pays insulaires du Pacifique à New York en vue de la contribution de la région à l'avant-projet de texte de Rio+20.
- Formation dans les pays sur les évaluations environnementales intégrées (processus, outils et méthodologies) en vue de la planification, la communication, la mise en œuvre et l'intégration de l'état de l'environnement dans le développement économique et social national, organisée au Samoa, à Nioué et aux Îles Cook, et travaux initiaux sur les ÉEI menés à Tuvalu dans le cadre de l'élaboration du plan d'action stratégique national sur le changement climatique.

Appui fourni aux pays insulaires océaniques concernant l'accès aux ressources du FEM :

- Assistance fournie aux pays en vue de l'identification et du classement par ordre de priorité d'idées-cadres de projets nationaux et multinationaux pour le FEM-4.
- Assistance fournie aux pays concernant la préparation de leurs FIP avec les agents d'exécution en vue de leur soumission au Secrétariat et au Conseil du FEM dans le cadre du FEM-5.
- Assistance technique fournie pour recenser et hiérarchiser les besoins des pays, contribuer à la définition et à la conception des projets et des descriptifs de projets conformément aux exigences du FEM et des agents d'exécution, et contribuer à l'identification des sources de cofinancement.
- Formation et conseils techniques fournis aux Membres sur l'élaboration de projets plurisectoriels dans le cadre du fonds SFA du système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM-5, en particulier à Nioué et au Samoa.
- Assistance fournie aux pays en vue de l'élaboration de directives sur les meilleures pratiques ainsi que de processus visant à intégrer les principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement.

Analyse financière comparative :

| Budget total | Dépenses effectives | Part des dépenses |
|--------------|---------------------|-------------------|
| 5 873 039 | 7 231 548 | 123 % |

La part des dépenses dépasse le budget essentiellement du fait de la révision du plan de travail annuel du projet PACC visant l'augmentation des activités et du budget. Des fonds supplémentaires ont en outre été obtenus pour exécuter des activités approuvées dans d'autres domaines d'intervention du programme Avenirs océaniques.

Volet : 2.1 – Changement climatique

Objectif : Améliorer la compréhension des États et Territoires insulaires océaniques à l'égard des questions liées au changement climatique, à la variabilité du climat et à l'élévation du niveau de la mer et renforcer leurs capacités dans ces domaines

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|---|------------------------------|---|---------------------|
| Résultat 2.1.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le changement climatique appuyées | | | | | |
| 2.1.1.1 Soutien à la participation des ÉTIO aux réunions et manifestations sur les espèces | <ul style="list-style-type: none">Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder les points de l'ordre du jour prioritaires | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie aux pays insulaires océaniques et à l'AOSIS dans le cadre de quatre consultations préparatoires menées avant les grandes réunions de la CCNUCC en 2011.Ateliers de formation en négociation organisés pour les délégués des pays insulaires du Pacifique, en octobre et novembre, qui se sont soldés par une meilleure préparation et une participation accrue aux négociations sur le changement climatique menées dans le cadre de l'ONU. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 116 894 | 126 684 |
| | | | Frais de fonctionnement | 167 087 | 954 401 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 1 464 |
| | Sous-total | 283 981 | 1 082 549 | Des fonds supplémentaires (814 443 \$) ont été obtenus de AUXXB, de l'ICCAI et du PWC (R.-U.) pour financer de nouvelles activités relevant de ce résultat. | |
| | <ul style="list-style-type: none">Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. | <ul style="list-style-type: none">Contributions techniques fournies à plusieurs notes de position (concernant le financement de la lutte contre le changement climatique, l'atténuation et l'adaptation), qui ont permis aux délégués des pays insulaires océaniques à se préparer aux grandes réunions de la CCNUCC, notamment en ce qui concerne la position du Pacifique relative au financement de lutte contre le changement climatique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée | <ul style="list-style-type: none">Les positions océaniques ont été renforcées et clairement énoncées dans des notes d'information avant Durban pour faciliter les interventions et les négociations des pays insulaires océaniques. Une assistance a également été fournie directement aux coordonnateurs de l'AOSIS en vue de l'élaboration de notes d'orientation sur des questions spécifiques avant et après la 17^e Conférence des Parties (tenue à Durban en décembre 2011). | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. | <ul style="list-style-type: none">Un appui technique a été fourni dans le cadre des réunions de l'AOSIS et des pays insulaires océaniques et un pavillon insulaire a été organisé en partenariat avec le CCCCC, ce qui a fortement augmenté la visibilité des pays insulaires océaniques pendant la conférence. Des manifestations parallèles ont été organisées lors des réunions de la CCNUCC à Panama (octobre) et Durban (décembre) de la CCNUCC. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|--|------------------------------|
| 2.1.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les ÉTIO des accords internationaux et régionaux sur le changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none"> Formation en négociation dispensée aux pays insulaires océaniques dans le cadre de deux ateliers, ce qui a permis aux correspondants océaniques d'améliorer leurs compétences en matière de négociations sur le changement climatique. Ateliers nationaux organisés aux Îles Cook, à Nioué, au Timor-Leste et aux Tonga pour renforcer leurs capacités sur les accords multilatéraux sur l'environnement et leurs techniques de négociation. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none"> Assistance technique fournie aux pays insulaires océaniques en vue de l'élaboration de leurs deuxième communications nationales, notamment en matière d'inventaires de GES et d'évaluation des vulnérabilités sectorielles, ce qui a favorisé l'établissement dans les délais prescrits des rapports prévus par la CCNUCC. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux. | <ul style="list-style-type: none"> Haute visibilité des pays insulaires océaniques grâce aux activités de relations publiques et aux manifestations parallèles organisées au Pavillon insulaire pendant la 17^e Conférence des Parties. Formation médiatique fournie aux négociateurs océaniques, pour améliorer leurs compétences et leur permettre de participer aux manifestations parallèles et conférences de presse et ainsi améliorer la visibilité des pays insulaires océaniques. Stratégie de communication océanique pour Durban, en consultation avec les pays insulaires océaniques, qui a recensé les principaux objectifs à atteindre pour promouvoir des intérêts du Pacifique sur la scène internationale. | |
| 2.1.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques. | <ul style="list-style-type: none"> Aucune demande n'a été reçue des Membres en 2011. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. | <ul style="list-style-type: none"> Contribution à la rédaction de nouveaux textes législatifs sur la météorologie pour Vanuatu. Le projet de loi couvre de nouveaux domaines tels que les risques géologiques et les responsabilités en matière de changement climatique conformément à la CCNUCC. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé | <ul style="list-style-type: none"> Les pays insulaires océaniques ont été tenus informés tout au long de l'année, directement et par le biais des pages web du PROE sur le changement climatique, de fiches et de réunions d'information (voir 2.1.1.1 plus haut). L'élaboration du Portail océanique sur le changement climatique (PCCP) s'est poursuivie grâce au recrutement d'un spécialiste de la gestion des connaissances. Des listes de diffusion ont également été mises en place pour les négociateurs océaniques, afin de partager des informations sur les importantes périodes de négociation sur le climat menées dans le cadre de la CCNUCC. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|--|---|------------------------------|
| 2.1.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives sur le changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. | <ul style="list-style-type: none"> Fonds reçus de l'AusAID pour le PACC+ (7,3 millions de dollars) et de l'USAID (2 millions de dollars) pour la mise en œuvre de mesures concrètes d'adaptation au changement climatique aux îles Salomon et à Kiribati. Les nouvelles sources de financement pour 2011 comprenaient le CDKN qui a financé la formation en négociation ; la République populaire de Chine qui a financé l'Initiative sur l'atténuation, les pertes et les préjudices ; et la GIZ qui a contribué au Portail sur le changement climatique et au renforcement des capacités du programme Avenirs océaniques grâce à la fourniture d'un spécialiste du changement climatique. Le Partenariat pour le Bureau météorologique océanique a signé un mémorandum d'entente avec l'OMM et a bénéficié du financement de deux postes par l'AusAID (spécialiste en météorologie et climatologie et administrateur technique). Le « Projet Finlande-Océanie visant le renforcement des capacités du PROE et des services météorologiques nationaux de sorte à répondre à la demande croissante d'informations météorologiques et climatologiques (PFFICS) », financé par le service météorologique finlandais, s'est achevé avec succès avec la réunion finale du conseil du projet. Le ministère des Affaires étrangères de la Finlande, les services météorologiques finlandais et le PROE ont lancé un nouveau projet de développement des capacités des SMN et de l'utilisation des données et informations météorologiques. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. | <ul style="list-style-type: none"> Propositions soumises pour le volet régional du Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) de la Banque mondiale et de la BASD, qui comprendra le financement d'un mécanisme régional d'appui technique. Demande soumise au Royaume-Uni pour une formation en négociation. Demandes soumises à l'AusAID (PACCSAP) sur la communication des informations et des données scientifiques sur le changement climatique. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|--|------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d'accéder aux ressources financières à l'échelon national | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis à la demande aux pays insulaires océaniques, par exemple à l'Association hôtelière du Samoa.Une assistance a également été fournie aux Îles Cook, concernant leur demande au Fonds pour l'adaptation (demande acceptée).Les plans d'action nationaux conjoints sur le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes (JNAP) ont permis aux Îles Cook, aux Îles Marshall, aux Tonga et à Tuvalu d'accéder à des financements et à une assistance technique en vue de leur mise en œuvre. <p>Le Secrétariat a présenté des demandes d'accréditation en tant qu'institution régionale de mise en œuvre du Fonds pour l'adaptation du Protocole de Kyoto et qu'entité de projet du FEM.</p> | | | |
| 2.1.1.5 Mise en œuvre de plans et stratégies régionaux sur le changement climatique appuyée | <ul style="list-style-type: none">Initiatives sur le changement climatique recensées dans le Plan pour le Pacifique élaborées, promues et dûment consignées | <ul style="list-style-type: none">Voir 2.1.1.4 ci-dessus | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Initiatives régionales recensées dans le Cadre océanien d'intervention sur les changements climatiques élaborées et mises en œuvre | <ul style="list-style-type: none">Voir 2.1.1.4 ci-dessus, qui est conforme aux buts et objectifs du PIFACC.Le suivi du PIFACC s'est poursuivi par le biais du portail sur le changement climatique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre des activités nationales recensées par le PIFACC | <ul style="list-style-type: none">Les Îles Cook, les Îles Marshall, Nioué et Tuvalu ont reçu une assistance pour élaborer leurs politiques sur le changement climatique et leurs plans d'action nationaux conjoints en tenant compte de leurs priorités nationales et du PIFACC. Ce processus a donné lieu à des activités de renforcement des capacités nationales en matière de planification et d'intégration.Voir résultat 2.1.2 ci-dessous. | | | |
| Réalisation 2.1.2 – Adaptation aux effets néfastes du changement climatique appuyée | | | | | |
| 2.1.2.1 Élaboration et mise en œuvre de mesures d'adaptation appuyées à tous les niveaux | <ul style="list-style-type: none">Rapports d'évaluation sur la vulnérabilité et l'adaptation achevés et disponibles aux fins de planification de l'adaptation | <ul style="list-style-type: none">Confirmation des activités pilotes du PACC sur le terrain par le biais d'évaluations de la vulnérabilité et de l'adaptation et d'évaluations techniques et économiques dans les pays concernés par le volet sur le littoral : ÉFM, Îles Cook, Samoa ; les pays concernés par le volet sur l'eau : Îles Marshall, Nauru, Tonga, Tuvalu ; et les pays concernés par le volet sur la sécurité alimentaire : Îles Salomon et Palaos. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 207 923 | 247 633 |
| | | | Frais de fonctionnement | 1 218 015 | 3 007 938 |
| | | | Frais d'investissement | 100 000 | 4 870 |
| | <ul style="list-style-type: none">Stratégie régionale de communication du PACC achevée et mise à la disposition des pays participant au projet | <ul style="list-style-type: none">La mise en œuvre de la stratégie régionale de communication du PACC et des plans d'action nationaux a amélioré la visibilité du PACC aux niveaux régional et national. | Sous-total | 1 525 938 | 3 260 441 |
| | | | Dépenses plus élevées que prévu du fait de la révision du plan de travail et du budget annuels du PACC visant l'exécution d'activités supplémentaires. Les dépenses associées aux résultats 2.1.2 et 2.1.3 doivent être examinées conjointement. | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|--|------------------------------|
| 2.1.2.2 Recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique appuyé | <ul style="list-style-type: none"> Conseils techniques fournis pour faciliter le recensement des secteurs d'intervention prioritaire vulnérables aux effets du changement climatique. | <ul style="list-style-type: none"> Le PACC a fourni des exemples techniques de ses domaines prioritaires (sécurité alimentaire, eau, littoral) pour aider les pays à élaborer des demandes dans leurs domaines et secteurs prioritaires. Par exemple, protection des côtes à Nauru et adaptation écosystémique à Kiribati. Les priorités nationales communautaires et sectorielles ont été recensées dans le cadre de l'élaboration de politiques sur le changement climatique et de plans d'action nationaux conjoints aux Îles Cook, aux Îles Marshall, à Nioué et à Tuvalu. | |
| 2.1.2.3 Collecte de données et recensement des savoirs traditionnels appuyés pour soutenir la conception et la mise en œuvre des mesures d'adaptation | <ul style="list-style-type: none"> Sources de données et savoirs traditionnels permettant de mieux comprendre le changement climatique recensées | <ul style="list-style-type: none"> Planification de l'adaptation améliorée au niveau du PACC grâce à la collecte systématique du savoir traditionnel dans le cadre d'activités menées dans des communautés pilotes en PNG (Kivori), au Samoa (Tafitoala, Lalomalava et Lefagaoalii) et à Tuvalu (Leofagai). | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Conseils fournis sur la meilleure façon d'intégrer les données et les savoirs traditionnels dans la conception et la mise en œuvre du projet d'adaptation. | <ul style="list-style-type: none"> Atelier sous-régional de formation à l'analyse coûts-avantages organisé pour les volets du PACC sur la sécurité alimentaire, l'eau et le littoral, pour permettre aux participants de mieux choisir les mesures d'adaptation devant être mises en œuvre. | |
| 2.1.2.4 Intégration des mesures d'adaptation aux stratégies de développement durable promue et appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Meilleures pratiques et retours d'expérience des activités d'adaptation intégrés dans les stratégies de développement durable. | <ul style="list-style-type: none"> Projet PACC élaboré et liens établis avec les politiques et plans d'action nationaux sur le changement climatique, les plans d'action nationaux conjoints (JNAP) pour l'adaptation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes, les politiques sectorielles (par exemple, politique nationale de Nauru sur l'eau et l'assainissement) et les plans d'action stratégiques nationaux et stratégies de développement durable à Tuvalu, à Nioué, aux Îles Marshall, aux Tonga, et planification pour Nauru l'année prochaine. Atelier interrégional sur les enseignements en matière d'adaptation et de réduction des risques de catastrophes organisé en partenariat avec le PASAP et suivi par les pays des Caraïbes et les pays insulaires océaniques pour partager leurs expériences. Une publication est en cours de préparation. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|---|---|------------------|---------------------|
| Résultat 2.1.3 – Renforcement de la gouvernance sur le changement climatique appuyé | | | | | |
| 2.1.3.1 Intégration du changement climatique dans les politiques nationales, les processus de planification et de décision à tous les niveaux promue et appuyée | • Processus décisionnels optimaux permettant une meilleure allocation des ressources au niveau national élaborés et diffusés | • Grâce à l’élaboration de plans d’action nationaux conjoints d’adaptation au changement climatique et de gestion des risques de catastrophes (JNAP) dans quatre pays (Îles Cook, Îles Marshall, Nioué, Tuvalu), les priorités nationales ont été recensées, ce qui permettra d’orienter l’allocation des ressources dans ces domaines. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 104 529 | 64 813 |
| | • Directives permettant une meilleure adoption des processus de gestion des risques élaborées et diffusées. | • Idem | Frais de fonctionnement | 281 500 | 4 810 |
| | | | Frais d’investissement | 0 | 354 |
| | | | Sous-total | 386 029 | 69 977 |
| | • Initiatives de développement des capacités améliorant l’intégration du changement climatique dans les stratégies de développement durable recensées et abordées. | • Plans d’action nationaux conjoints et politique sur le changement climatique élaborés (voir 2.1.2.2). | Les dépenses associées aux résultats 2.1.3 et 2.1.2 doivent être examinées conjointement. | | |
| | • Guide sur l’intégration élaboré et mis à la disposition des pays participant au PACC. | • Processus en cours et devant être achevé en 2012. | | | |
| • Au moins trois pays participant au PACC exécutent des activités d’intégration aux niveaux national ou sectoriel. | • Activités d’intégration menées au niveau national aux ÉFM, aux Fidji, aux Îles Marshall, aux Îles Salomon, à Nioué et à Vanuatu. Activités d’intégration menées au niveau sectoriel aux Îles Salomon, à Nioué, à Nauru et aux Palaos. Activités d’intégration menées au niveau communautaire ou local au Samoa. | | | | |
| 2.1.3.2 Partenariats renforcés entre les organismes publics, le secteur privé, la société civile, la collectivité et les autres parties prenantes | • Appui fourni en vue de l’exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et climatiques nationaux et régionaux. | • Le bulletin <i>Island Climate Update</i> a été produit et diffusé en association avec le NIWA (NZ) à tous les pays insulaires océaniques, ce qui aide les services météorologiques nationaux à diffuser aux communautés des informations ciblées sur le changement climatique. | | | |
| | • Mise en œuvre du Plan d’action stratégique pour les services météorologiques et climatiques appuyée | • La dernière Conférence des directeurs des services météorologiques régionaux et la réunion inaugurale du Conseil météorologique du Pacifique ont approuvé le processus d’élaboration et de mise au point de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS). | | | |
| | • Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée. | • Les activités pertinentes du SMOC-IP ont été menées en parallèle avec les réunions de 2011 de la PCCR et du CMO et les ateliers sur l’assurance de la qualité, ainsi que dans le cadre d’activités de collaboration avec le CSIRO (PCCSP), le NIWA (<i>Climate Updates</i>) et l’OMM. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|---|---|------------------|---------------------|
| Résultat 2.1.4 – Collecte d’informations techniques sur le changement climatique et accès à ces informations facilités | | | | | |
| 2.1.4.1 Suivi des systèmes météorologiques et climatiques océaniques appuyé | • Appui fourni en vue de l’exécution des Plans de mise en œuvre des services météorologiques et climatiques nationaux et régionaux. | • Une station météorologique automatique a été mise en place pour aider à la planification à moyen et long terme du développement des infrastructures, tel que la protection des routes contre les aléas du climat à Kosrae (ÉFM). • Collaboration avec le CSIRO par le biais du PCCSP pour renforcer les capacités des services météorologiques. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 106 109 | 160 598 |
| | • Mise en œuvre du Plan d’action stratégique pour les services météorologiques et climatiques appuyée | • Activités devant commencer en 2012. | Frais de fonctionnement | 375 253 | 240 195 |
| | • Exécution du plan de mise en œuvre du SMOC-IP appuyée. | • Voir 2.1.3.2. | Frais d’investissement | 1 000 | 899 |
| | | | Sous-total | 482 362 | 401 692 |
| 2.1.4.2 Intégration des ensembles de données techniques sur le climat dans les autres ensembles de données environnementales, sociales et économiques et dans les savoirs traditionnels appuyée | • Principaux ensembles de données nationales et régionales sur le niveau de la mer, le changement climatique et la variabilité du climat contribuant à la planification appliquée identifiés, acquis et actualisés. | • Voir 2.1.3.2 • Formation socio-économique dispensée dans les trois secteurs d’intervention du PACC (littoral, sécurité alimentaire et eau) pour aider les pays à collecter systématiquement des données (sociales, économiques, vulnérabilité, etc.) en vue de la planification et de la démonstration d’activités d’adaptation. • Enquête socio-économique réalisée dans le contexte des services météorologiques en vue de l’élaboration du projet FINPAC et de l’évaluation de la valeur des services météorologiques demandés par l’OMM. | 160 403 \$ de financements non garantis n’ont pu être obtenus et 51 000 \$ attendus de la NOAA ne se sont pas matérialisés. | | |
| | • Principaux ensembles de données complémentaires identifiés, acquis et actualisés | • Les ensembles de données (socioéconomiques, vulnérabilité et adaptation) intégrés dans le cadre du PACC ont orienté les activités de démonstration de l’adaptation dans chaque pays participant | | | |
| | • Centre régional d’échange sur le changement climatique créé et appuyé. | • Portail sur le changement climatique, développé grâce au recrutement d’un agent à plein temps et du spécialiste du changement climatique (GIZ). • Document de réflexion soumis à la GIZ en août en vue d’une demande de financement. • Création d’une liste de diffusion (pacific_climate_infonet@lyris.sprep.org) du Réseau océanien d’information sur le changement climatique (PaCCIN) qui comptait plus de 200 abonnés en août. • Enquête sur les besoins des utilisateurs réalisée au sujet du portail sur le changement climatique pour connaître les attentes de plus de 200 spécialistes régionaux du changement climatique. • Une version de démonstration a été mise en ligne en décembre à www.pacificportal.com.au pour recueillir les avis des parties concernées. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|--|--|--|
| 2.1.4.3 Élaboration et mise en œuvre de cadres analytiques améliorés de modélisation du climat appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la mise en œuvre de modèles et de cadres analytiques aux niveaux national et régional. | <ul style="list-style-type: none"> Un memorandum d'entente signé avec le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (CCCCC) permettra la modélisation des compétences développées spécifiquement pour être appliquées par les petites îles dans le Pacifique et sera exécuté dans le cadre d'un programme d'échanges avec le CCCCC, sous réserve des ressources humaines et financières disponibles. Collaboration avec le Programme scientifique océanien sur le changement climatique (PCCSP) mené par l'Australie, qui a fourni un aperçu des modèles disponibles avec une analyse nationale. Participation à l'élaboration du PACCSAP. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Documentation préparée et diffusée sur le changement climatique, la variabilité du climat, l'élévation du niveau de la mer et les phénomènes météorologiques extrêmes. | <ul style="list-style-type: none"> Un soutien a été fourni par le PCCSP pour obtenir un aperçu des impacts du changement climatique à l'échelle de la région ainsi qu'une analyse à l'échelon national. | |
| Résultat 2.1.5 – Capacité d'éducation et de communication renforcée pour appuyer les mesures portant sur le changement climatique | | | |
| 2.1.5.1 Besoins de développement des capacités d'éducation et de communication recensés et pris en compte | <ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales recensés pour améliorer la compréhension et renforcer les ripostes au changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Une assistance a été fournie dans le cadre de la série d'ateliers de formation sur les systèmes de gestion de la qualité relevant du FPPICS. Le dernier atelier a élaboré des feuilles de route nationales et donné lieu à l'établissement d'un réseau de soutien destiné aux gestionnaires de la qualité. Les ateliers sur les systèmes d'assurance de la qualité ont eu des effets positifs sur les données climatiques des stations océaniques du SMOC, comme l'attestent la fréquence et la qualité accrues des données de Vanuatu. Ces informations permettent d'améliorer la compréhension du changement climatique, notamment lorsqu'elles sont associées aux résultats du bulletin ICU et du PCCSP. | |
| | | | Dépenses prévues |
| | | | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel |
| | | | Frais de fonctionnement |
| | | | Frais d'investissement |
| | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none"> Activités de formation sur le changement climatique et la biodiversité organisées à Vanuatu pour 25 professionnels de l'information représentant l'administration, les ONG et les médias locaux. Formation de suivi sur le changement climatique organisée pour 12 professionnels de l'information représentant l'administration, les ONG et les médias locaux de Vanuatu. Cette formation de suivi faisait partie intégrante de la première activité de formation. Formation sur le changement climatique dispensée aux Îles Cook à 12 représentants des médias locaux. Une autre formation sur le changement climatique a été organisée pour les personnes travaillant dans les domaines de l'information et de la sensibilisation ; elle a été suivie par 15 personnes. | Sous-total |
| | | | Les fonds attendus de l'Agence suisse pour le développement et la coopération (40 787 \$) ne se sont pas matérialisés. |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|---|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Plans nationaux de communication disponibles et mis en œuvre par les pays. | <ul style="list-style-type: none"> Dans le cadre du projet PACC, des plans nationaux de communication ont été élaborés par le PROE avec les équipes chargées des projets nationaux ; les pays ont entamé la mise en œuvre de leurs initiatives de communication. 14 plans de communication sur le changement climatique et le PACC élaborés et mis en œuvre par les pays, avec l'assistance technique et financière du PROE et du PACC. | |
| 2.1.5.2 Initiatives de communication sur le changement climatique encourageant la modification des comportements appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise en œuvre de stratégies de communication sur le changement climatique appuyées. | <ul style="list-style-type: none"> Consultation menée lors de la PCCR à Nioué pour entamer l'élaboration d'une stratégie de communication sur le changement climatique. Un projet de stratégie de communication a été préparé et diffusé pour observations. L'élaboration de cette stratégie se poursuivra en 2012. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives régionales de communication sur le changement climatique recensées et élaborées et mise en œuvre appuyée | <ul style="list-style-type: none"> La campagne « Pacific Voyage » à Durban a été élaborée et mise en œuvre à l'approche de la 17^e Conférence des Parties à la CCNUCC. Cette initiative régionale de communication, à laquelle ont participé le Secrétariat, les Membres et les organisations régionales de la société civile, a fourni une plateforme commune de sensibilisation en vue des négociations sur le changement climatique menées dans le cadre de la CCNUCC. Une bourse régionale a été lancée en mai pour permettre à deux reporters chevronnés et deux étudiants en journalisme de suivre une formation sur le changement climatique puis de rendre compte de la réunion « Leçons pour l'avenir : Adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophes » dans les médias océaniques. Les reporters provenaient de Nioué et des Îles Salomon, et les étudiants en journalisme de Vanuatu et du Samoa. Exposition des îles du Pacifique et manifestations parallèles organisées au Pavillon insulaire dans le cadre de la 17^e Conférence des Parties à la CCNUCC. Lancement conjoint des produits du PCCSP lors d'une manifestation parallèle à la 17^e Conférence des Parties, en collaboration avec l'AusAID, le CSIRO et les pays insulaires océaniques. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|---|------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">Élaboration et mise en œuvre d’initiatives nationales de communication sur le changement climatique appuyées. | <ul style="list-style-type: none">Dans le cadre du PACC, les pays membres ont élaboré des initiatives de communication s’inscrivant dans leur plan national de communication.Les initiatives mises en œuvre au niveau national comprennent un concours d’affiches sur le changement climatique, des mesures d’économie d’eau dans les écoles, des expositions sur les toilettes à compost, la production de courtes vidéos, des actions de sensibilisation communautaire, des expositions itinérantes, etc.Un atelier d’aménagement des programmes scolaires sur le changement climatique a été organisé conjointement avec le <i>Pacific Resources for Education and Learning</i> (PREL) aux ÉFM. [Note : voir également 1.3.2]. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Au moins 3 pays recevant une assistance en vue de l’élaboration de supports de communication spécifiques à leur situation dans le cadre du PACC. | <ul style="list-style-type: none">Assistance fournie à 10 pays participant au PACC en vue de l’élaboration de supports de communication spécifiques à leur situation : brochures, photos, vidéos, affiches, bannières, etc. | | | |
| Résultat 2.1.6 – Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre appuyée | | | | | |
| 2.1.6.1 Mise en œuvre des énergies renouvelables et technologies à fort rendement énergétique promues et appuyées | <ul style="list-style-type: none">Nombre d’études de faisabilité achevées, y compris les études d’évaluation des ressources | <ul style="list-style-type: none">Réalisation de deux études de faisabilité (hydroélectricité à Talise [Vanuatu] et biocombustibles dans l’île de Kiribati [Kiribati]). | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | <ul style="list-style-type: none">Nombre d’activités d’information et de sensibilisation menées à bien. | <ul style="list-style-type: none">Sensibilisation accrue aux énergies renouvelables au niveau national avec 2 activités de sensibilisation menées au Samoa.Trois activités d’information et de sensibilisation aux énergies renouvelables menées à l’échelon régional (réunion des dirigeants des pays membres du Forum, Conférence du PROE et 17^e Conférence des Parties). | Frais de personnel | 206 969 | 170 750 |
| | | | Frais de fonctionnement | 1 205 927 | 393 212 |
| | | | Frais d’investissement | 0 | 345 |
| | <ul style="list-style-type: none">Nombre de meilleures pratiques et de leçons apprises documentées et disséminées | <ul style="list-style-type: none">11 documentaires sur les pratiques optimales et les expériences concernant les énergies renouvelables diffusés sur DVD à tous les pays du PIGGAREP et rassemblés dans une série de documentaires sur les énergies renouvelables dans le Pacifique distribuée aux coordinateurs nationaux. | Sous-total | 1 412 896 | 564 307 |
| | | | Dépenses moins élevées que prévu du fait de la vacance du poste de Responsable du projet PIGGAREP pendant 6 mois. Les fonds attendus de la JICA (120 000 \$) ne se sont par ailleurs pas matérialisés. De plus, le budget avait été préparé en se fondant sur les prévisions des pays, mais la mise en œuvre des activités dans et par les pays a été très lente. | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|----------------|---|---|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de politiques, de cibles et de feuilles de route nationales sur les énergies renouvelables élaborées, examinées et adoptées | <ul style="list-style-type: none"> Soutien aux Îles Cook en vue de l'élaboration de leur plan d'action sur les énergies renouvelables pour orienter les activités nationales. Assistance à Tuvalu en vue de l'élaboration et du lancement d'un Plan directeur décennal pour atteindre 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2020. Lancement de la feuille de route énergétique de Vanuatu. Fonds obtenus pour la révision de la politique énergétique du Samoa et la réalisation d'un plan sectoriel (feuille de route énergétique). | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de citoyens des pays insulaires océaniques formés sur les différents aspects de la réduction des émissions de GES, les inventaires de GES, le MDP, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. | <ul style="list-style-type: none"> Renforcement des capacités nationales grâce à la formation de 13 personnes dans le cadre de 2 ateliers en gestion financière aux Tonga. 13 autres personnes formées aux Tonga sur les systèmes solaires domestiques. Renforcement de la capacité des communautés rurales sur l'entretien des lampadaires et pompes à eau solaires grâce à la formation de 79 personnes dans des villages des Tonga. Renforcement des capacités de 25 enseignants et responsables communautaires sur l'exploitation et l'entretien des systèmes solaires photovoltaïques dans les régions occidentale, centrale et orientale des Îles Salomon. 50 ménages de Santa Ana formés à l'exploitation et l'entretien de systèmes solaires photovoltaïques (Îles Salomon). 14 participants formés à l'exploitation et l'entretien dans le cadre du projet de connexion au réseau des systèmes photovoltaïques à Nioué. Renforcement des capacités de 11 coordinateurs de pays insulaires océaniques et 4 coordinateurs (Îles Marshall, Palaos, Samoa et UICN), 8 représentants du PIGGAREP, de l'UICN, de la CPS et du PNUD et 5 Membres de SEIAPI formés à l'installation de systèmes à base d'énergies renouvelables. Amélioration de la capacité de 11 personnes ayant reçu une formation sur le système photovoltaïque intégré (Tuvalu). Amélioration de la capacité de 22 personnes sur la planification, la coordination et la gestion de l'énergie dans les 11 pays participant au PIGGAREP. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalizations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|--|--|------------------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation de 9 institutions financières/bancaires au Projet de soutien régional à la reproduction du programme de prêts énergétiques de la banque nationale de développement des Palaos. Atelier de présentation et de planification pour les membres de l'ADFIP aux Palaos. <p>Plus de 100 agents (finance, environnement, et changement climatique) formés sur le processus MDP, les fiches conceptuelles et les descriptifs de projets, ainsi que les projets potentiels et autorités nationales désignées du MDP.</p> | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de projets financés sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique | <ul style="list-style-type: none"> Un nouveau projet sur les énergies renouvelables financé par la République populaire de Chine pour des systèmes solaires domestiques aux Îles Salomon. Un projet sur les énergies renouvelables pour l'écotourisme financé par le programme de la JICA pour les petits États insulaires. Un nouveau projet régional sur les énergies renouvelables approuvé avec un financement de l'initiative SIDS Dock. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de mesures d'assistance financière et technique instaurées en faveur des énergies renouvelables et du rendement énergétique dans les pays insulaires océaniques | <ul style="list-style-type: none"> Approbation d'un financement de la République de Chine/Taiwan pour 2011 (30 000 dollars É.-U.). Coopération pour le développement des îles du Pacifique par le biais du Secrétariat du Forum en vue de l'utilisation productive des énergies renouvelables pour l'écotourisme dans les petits États insulaires ; financement du Japon (100 000 dollars É.-U.). Demandes de financement envoyées à SIDS Dock (2 millions de dollars É.-U.). | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de MWh économisés et de MW de capacité de production d'énergie à partir de ressources renouvelables | <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'éclairage grâce à l'installation de 50 systèmes solaires autonomes dans 50 foyers de l'île Santa Ana, aux Îles Salomon (systèmes de 50 Wc soit 2 500 W au total). | |
| | | <ul style="list-style-type: none"> Trois ateliers sous-régionaux ont été organisés aux Fidji sur les activités de renforcement des capacités sur le MDP en vue de la mise en place d'autorités nationales désignées, de fiches conceptuelles de projets sur le MDP et de descriptifs de projets. | |
| 2.1.6.2 Élaboration d'initiatives du Mécanisme pour un développement propre (MDP) appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'autorités nationales désignées créées et de projets du MDP proposés dans le cadre du mécanisme international de compensation des émissions de carbone | <ul style="list-style-type: none"> Aucune demande n'a été reçue des Membres en 2011. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Nombre d'inventaires de GES et d'évaluations des besoins technologiques réalisés. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Scénarios de référence et options d'atténuation pour les pays insulaires océaniques dans leurs deuxièmes communications nationales | <ul style="list-style-type: none"> Aucune nouvelle demande n'a été faite, mais les options d'atténuation ont été recensées par le biais du PIGGAREP ainsi que grâce à l'assistance fournie en vue de l'élaboration de plans d'action sur les énergies renouvelables susceptibles d'être utilisés dans le cadre des deuxièmes communications nationales. | |

Programme 2 – AVENIRS OCÉANIENS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|--|---|------------------|---------------------|
| Résultat 2.1.7 – Partenariats et coopération visant une meilleure gestion du changement climatique appuyés | | | | | |
| 2.1.7.1 Renforcement des partenariats régionaux et internationaux visant les questions liées au changement climatique promu et appuyé | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration de projets conjoints sur le changement climatique faisant intervenir les organisations internationales, les établissements d'éducation et de recherche et les ÉTIO | <ul style="list-style-type: none">Création du Sous-comité du CORP sur le changement climatique et de son groupe de travail pour susciter la collaboration et la coopération à l'échelon régional.En partenariat avec la CPS et la GIZ dans le cadre du projet « Faire face au changement climatique en Océanie » (CCCPIR).En partenariat avec la CPS et les pays insulaires océaniens en vue de l'élaboration du Plan d'action national conjoint (JNAP) et de la Politique sur le changement climatique et les activités d'adaptation à Kiribati et aux Îles Salomon (USAID).En partenariat avec la CPS et l'USP au GACC (UE).En partenariat avec le Secrétariat du Forum et la CPS pour les initiatives de financement de l'action climatique.En partenariat avec la CPS, la FFA, le Secrétariat du Forum et la BASD/Banque mondiale dans le cadre de l'élaboration du PPCR régional et de la structuration des PPCR nationaux en PNG, au Samoa et aux Tonga.Des économistes de la CPS et de la GIZ travaillent avec le PROE pour mettre en œuvre les éléments du programme d'analyse coûts-avantages dans le cadre du PACC.Partenariat avec le Centre de la Communauté des Caraïbes sur les changements climatiques dans le cadre du Pavillon insulaire de la 17^e Conférence des Parties de la CCNUCC, qui a présenté des documents d'information, organisé cinq manifestations parallèles et servi de lieu de rencontre et de bureau. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 70 414 | 101 436 |
| | | | Frais de fonctionnement | 134 372 | 214 262 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 2 385 |
| | | | Sous-total | 204 786 | 318 083 |
| | | | Des fonds supplémentaires (169 282 \$) ont été obtenus auprès de la PCCR de la Suisse en vue de la mise en œuvre d'activités supplémentaires. | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Réseau d'équipes et de professionnels sur le changement climatique constitué. | <ul style="list-style-type: none">Plusieurs listes de diffusion et de groupes de travail (adaptation et intégration, atténuation, ressources et gestion de l'information et des connaissances) ont été mises en place dans le cadre de la PCCR. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Participation du secteur privé régional et international aux initiatives nationales sur le changement climatique appuyée | <ul style="list-style-type: none">Le secteur privé régional et national a participé à l'élaboration d'un mécanisme de financement régional et a été consulté sur les questions de financement international ainsi que sur le mécanisme sur les pertes et les préjudices dans le contexte de la CCNUCC, qui ont reçu d'importantes contributions en vue de leur élaboration ultérieure.Les représentants des ONG nationales et du secteur privé sont membres des équipes/groupes consultatifs nationaux sur le changement climatique. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|--|--|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Participation du secteur privé régional et international aux initiatives nationales sur le changement climatique appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Lors d'une réunion de consultation du Fonds vert pour le climat, organisée en 2011, des contacts ont été établis avec des organisations privées régionales et nationales. Un projet de note conceptuelle sur le soutien à ces institutions concernant le changement climatique a été élaboré mais on ne sait pas s'il a donné lieu à une demande de financement. Le secteur privé a également été invité à participer à la PCCR, au CMO et aux autres consultations organisées par le PROE. | |
| 2.1.7.2 Approches régionales concernant la gestion des questions liées au changement climatique élaborées et promues | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la tenue régulière des réunions de la Table ronde des îles océaniques sur le changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> La PCCR s'est réunie à Nioué en 2011 et quatre groupes de travail ont été constitués pour travailler en ligne ; une réunion du groupe de travail sur l'atténuation s'est tenue immédiatement après une réunion régionale relevant du cadre énergétique régional (2.1.7.1). | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'actualisation de la grille régionale sur le changement climatique et de sa soumission aux réunions de la Table ronde. | <ul style="list-style-type: none"> Une grille actualisée a été présentée à la PCCR et sera intégrée au portail sur le changement climatique pour faciliter sa mise à jour. | |
| 2.1.7.3 Financement identifié et mobilisé pour aborder les questions liées au changement climatique | <ul style="list-style-type: none"> Sources de financement recensées pour faciliter la gestion des questions liées au changement climatique. | <ul style="list-style-type: none"> Voir 2.1.1.4. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de la préparation de demandes de financement au niveau national. | <ul style="list-style-type: none"> Voir 2.1.1.4. | |

Volet : 2.2 – Prévention de la pollution et gestion des déchets

Objectif : Améliorer les capacités des ÉTIO à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|--|--|---|------------------|---------------------|
| Résultat 2.2.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur la pollution et les déchets appuyées | | | | | |
| 2.2.1.1 Participation des ÉTIO aux réunions et manifestations sur la pollution et les déchets appuyée | <ul style="list-style-type: none">Préparation de notes d’information avant les grandes réunions appuyée.Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l’ordre du jourPositions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. | <ul style="list-style-type: none">Stratégies régionales et plans d’action sur l’amiante et les déchets électroniques fournis à tous les États membres du PROE avant la Conférence de 2011 | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 48 231 | 49 023 |
| | | | Frais de fonctionnement | 77 227 | 39 408 |
| | | | Frais d’investissement | 0 | (295) |
| 2.2.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les ÉTIO des accords internationaux et régionaux sur la pollution et les déchets | <ul style="list-style-type: none">Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniques de s’acquitter de leurs obligations.Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniques de s’acquitter de leurs obligations.Intérêts des pays insulaires océaniques promus auprès des organes internationaux et régionaux. | <ul style="list-style-type: none">Conseils sur les questions de prévention de la pollution et de gestion des déchets fournis à la demande aux Membres dans un délai de dix jours ouvrables. | Sous-total | 125 458 | 88 136 |
| | | | 12 000 \$ de financements non garantis n’ont pu être obtenus. | | |
| 2.2.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l’élaboration et la mise en œuvre d’une législation sur la pollution et les déchets | <ul style="list-style-type: none">Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniquesAssistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionalesCentre d’échange sur les accords internationaux et les lois nationales mis à jour et appuyé | <ul style="list-style-type: none">Le PROE a aidé les Fidji, avec le concours du PNUE, à réformer leur législation nationale afin de fournir un cadre administratif et réglementaire global de contrôle des SAO et des frigorigènes, conformément au Protocole de Montréal qui régit ces polluants. | | | |
| 2.2.1.4 Ressources financières pour appuyer l’élaboration et la mise en œuvre d’initiatives nationales sur la pollution et les déchets identifiées et mobilisées | <ul style="list-style-type: none">Ressources financières recensées pour permettre l’élaboration et la mise en œuvre d’initiatives régionales ou nationales.Propositions élaborées et soumises pour permettre l’accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational.Assistance fournie pour élaborer des propositions nationales permettant d’accéder aux ressources financières à l’échelon national | <ul style="list-style-type: none">Le PROE a élaboré (en association avec le PNUE et la FAO) un projet de l’Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable qui, lorsqu’il sera financé, augmentera de 9,2 millions de dollars É.-U. les fonds consacrés aux POP dans la région au cours des cinq prochaines années. Ce projet sera axé sur la démonstration de technologies concrètes et innovantes de réduction des POP. | | | |

Programme 2 – AVENIRS OCÉANIENS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| Résultat 2.2.2 – Gestion des substances dangereuses appuyée | | | | | |
| 2.2.2.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des substances dangereuses promue et appuyée | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies nationales sur les substances dangereuses.Conseils techniques et informations fournis pour faciliter l'élaboration, l'application et le respect de lois sur les substances dangereuses. | <ul style="list-style-type: none">Fourniture de conseils aux Palaos concernant les conditions et procédures de ratification de la Convention de Stockholm. Les Palaos ont signé la Convention en 2011. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 85 703 | 85 295 |
| | | | Frais de fonctionnement | 55 465 | 276 250 |
| | | | Frais d'investissement | 1 000 | 0 |
| 2.2.2.2 Collecte et élimination des substances dangereuses dans les pays insulaires océaniques appuyées | <ul style="list-style-type: none">Substances dangereuses devant être éliminées des pays insulaires océaniques identifiées.Partenaires identifiés pour participer à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques.Appui fourni à l'élimination des substances dangereuses des pays insulaires océaniques. | <ul style="list-style-type: none">Collaboration entamée avec la FAO pour financer l'évaluation des stocks régionaux de substances dangereuses.Enquêtes réalisées aux Fidji, à Nioué, au Samoa et aux Tonga sur les sites contaminés par des pesticides. | Sous-total | 142 168 | 361 545 |
| Des fonds supplémentaires (250 000 \$) ont été obtenus auprès du PNUE pour financer de nouvelles activités relevant de ce résultat. | | | | | |
| 2.2.2.3 Directives sur la bonne gestion des substances dangereuses élaborées, diffusées et actualisées. | <ul style="list-style-type: none">Substances dangereuses présentant une menace importante pour les ÉTIO recensées.Directives décrivant les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses dans le contexte océanique élaborées et diffusées.Appui fourni en vue de la mise en œuvre des directives à l'échelon national. | <ul style="list-style-type: none">Gestion de l'amiante, des déchets électroniques et médicaux identifiée comme priorité de financement par le 10^e FED (UE) en 2012.Stratégie régionale et plan d'action sur l'amiante approuvés par la Conférence du PROE en 2011.Projet de stratégie régionale et de plan d'action sur les déchets électroniques présenté pour information à la Conférence du PROE de 2011. | | | |
| 2.2.2.4 Développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses appuyé | <ul style="list-style-type: none">Besoins de développement des capacités nationales en gestion des substances dangereuses recensés.Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Conseils et assistance technique fournis pour aider les Parties à s'acquitter de leurs obligations au titre des accords régionaux et internationaux pertinents, par le biais d'un programme de formation régional de 5 jours organisé aux Fidji. | | | |
| 2.2.2.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de gestion des substances dangereuses appuyée | <ul style="list-style-type: none">Sources de financement identifiées pour appuyer la gestion des substances dangereuses dans les ÉTIO.Appui fourni pour la préparation de demandes de financement au niveau national. | <ul style="list-style-type: none">Préparation et soumission d'une proposition au SAICM concernant un modèle de gestion des déchets électroniques aux Îles Cook, à Kiribati et au Samoa. Projet financé à hauteur de 187 000 dollars É.-U.Assistance fournie à la PNG en vue de la soumission d'une proposition à l'Alliance FEM-Pacifique.Atelier de cinq jours organisé aux Fidji pour fournir des conseils à 14 pays membres sur les demandes de financement. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|---|------------------|---------------------|
| 2.2.2.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées | • Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion des substances dangereuses recensés et abordés aux échelons national et régional. | • Intérêts et priorités des pays insulaires océaniques pris en compte dans le cadre de l'élaboration du programme de gestion des déchets dangereux (10 ^e FED), qui prévoit la préparation de produits de communication détaillés. | | | |
| | • Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion des substances dangereuses. | • Bulletin électronique <i>Pacific Waste Line</i> distribué dans la région. | | | |
| 2.2.2.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des substances dangereuses appuyées. | • Données et informations sur les meilleures pratiques de gestion des substances dangereuses recensées, acquises et diffusées. • Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. • Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion des substances dangereuses. | • Stratégie régionale et plan d'action sur l'amiante approuvés par la Conférence du PROE en 2011. • Projet de stratégie régionale et de plan d'action sur les déchets électroniques élaboré et présenté à la Conférence du PROE de 2011 pour information et approbation ultérieure. | | | |
| Résultat 2.2.3 – Gestion des déchets solides appuyée | | | | | |
| 2.2.3.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans nationaux sur la gestion des déchets solides promue et appuyée | • Appui fourni pour élaborer, finaliser ou examiner des stratégies et plans d'action nationaux en matière de gestion des déchets solides • Appui fourni à au moins un ÉTIO en vue de l'élaboration ou de l'examen de la législation sur la gestion des déchets solides | • Stratégies de gestion des déchets des Îles Cook, des ÉFM (4 États), des Fidji, des Palaos et de PNG (Kavieng) élaborés ou révisés. • Conseils fournis aux Fidji et à la PNG en vue de l'élaboration d'une politique sur les sacs plastique biodégradables. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 144 874 | 140 128 |
| | | | Frais de fonctionnement | 253 320 | 55 747 |
| 2.2.3.2 Élaboration et application de directives et de programmes de minimisation des déchets solides appuyés. | • Stratégie type sur les déchets solides utilisant la formule des 4 R (responsabiliser, réduire, réutiliser, recycler) élaborée et diffusée • Un nouveau partenariat formé avec une organisation régionale ou internationale | • Conseils fournis aux Fidji en vue de l'élaboration de leur stratégie de promotion des 3 R et du manuel associé. • PROE désigné en tant que Secrétariat sous-régional pour les PEID du Pacifique du Partenariat international pour le développement des services de gestion des déchets dans les collectivités locales (IPLA), un réseau visant à augmenter l'accès des collectivités locales aux informations, connaissances et ressources pour les aider à s'orienter vers une société zéro déchets. | Frais d'investissement | 1 000 | 230 |
| | | | Sous-total | 399 194 | 196 105 |
| | | | Les faibles dépenses sont dues aux retards dans le processus d'appel d'offres relatif à la fourniture d'assistance technique financée par l'AFD. 64 320 \$ de financements non garantis n'ont pu être obtenus. Le décaissement des fonds attendus de la JICA (50 000 \$) a été reporté à 2012 pour des raisons pratiques. | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|---|------------------------------|
| 2.2.3.3 Élaboration et mise en œuvre de technologies et de processus pour optimiser l'élimination des déchets solides promues. | <ul style="list-style-type: none"> Directives régionales sur l'élimination des déchets et le suivi environnemental des installations d'élimination élaborées Assistance fournie pour améliorer les services de collecte des déchets Assistance fournie pour améliorer l'élimination des déchets | <ul style="list-style-type: none"> Soutien apporté à la mise en œuvre d'un projet de recyclage de la ferraille aux Tokélaou, qui a entraîné le transfert de plus de 7 tonnes métriques de déchets au Samoa où ils seront recyclés. Conseils fournis aux ÉFM (4 États), aux Îles Cook et à la PNG en vue de l'amélioration des services de collecte et d'élimination des déchets. | |
| 2.2.3.4 Développement des capacités nationales en gestion des déchets solides appuyé. | <ul style="list-style-type: none"> Capacités requises en matière de gestion des déchets solides évaluées dans trois ÉTIO Besoins de formation et priorités en matière de gestion des déchets solides recensés au niveau sous-régional ou régional Un atelier régional de formation sur la gestion des déchets solides organisé Appui fourni aux ÉTIO en vue de l'organisation de formations nationales en gestion des déchets solides | <ul style="list-style-type: none"> Évaluation des besoins de renforcement des capacités reportée à 2012. Formation dispensée en PNG (Kavieng) sur la gestion des déchets solides et aux ÉFM (4 États) sur la planification stratégique de la gestion des déchets. | |
| 2.2.3.5 Ressources financières pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de gestion des déchets solides identifiées et mobilisées. | <ul style="list-style-type: none"> Liste des ressources actualisée et diffusée Assistance fournie à la demande en vue de l'élaboration de demandes de financement nationales | <ul style="list-style-type: none"> Liste des possibilités de financement distribuée par courriel et dans le bulletin régional semi-annuel <i>Pacific Waste-Line</i>. 330 000 dollars australiens mobilisés pour le financement d'un projet de gestion des déchets destiné aux pays insulaires océaniques dans le cadre de l'Initiative internationale d'adaptation au changement climatique (ICCAI). Mise en œuvre d'une initiative quadriennale de gestion des déchets solides, financée à hauteur d'un million d'euros par l'Initiative de l'Agence française de développement (AFD) et ciblant la formation en gestion des déchets et la gestion régionale des huiles usagées. Appui technique fourni au Projet japonais de coopération technique pour la promotion des initiatives régionales de gestion des déchets solides (J-PRISM), un projet quinquennal de la JICA d'un budget de 10 millions de dollars É.-U. Contribution à l'élaboration de deux projets régionaux de gestion des déchets solides devant être financés par le PNUE, l'Alliance FEM-Pacifique et l'UE (financement potentiel de 20 millions de dollars É.-U.). Assistance fournie en vue de l'élaboration d'un projet de gestion des déchets en Polynésie française (120 000 €). | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|---|--|---|------------------|---------------------|
| 2.2.3.6 Éducation et diffusion de l'information appuyées pour modifier les comportements. | <ul style="list-style-type: none">Stratégie type de communication sur la gestion des déchets solides élaborée et diffuséeAssistance fournie à la demande aux ÉTIO en vue de l'élaboration de stratégies de communication nationales sur la gestion des déchets solides | <ul style="list-style-type: none">Campagne 2012 pour un Pacifique propre élaborée et planifiée pour améliorer la sensibilisation dans les domaines de la gestion des déchets et de la lutte contre la pollution.Bulletin semi-annuel publié et promouvant la gestion des déchets dans l'ensemble de la région.Assistance fournie au Samoa en vue de la mise en œuvre d'un programme de visites des décharges par les écoles : 147 écoliers et lycéens et 20 enseignants de 11 écoles ont ainsi été exposés aux bonnes pratiques de gestion des déchets.Soutien à la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation menée dans une école de la province Santo (Vanuatu) dans le cadre du Festival Lukaotem Gud Santo, qui a visé plus de 1000 enfants de 7 écoles primaires et 10 écoles maternelles.Soutien financier apporté au Samoa en vue de la mise en œuvre de la campagne de sensibilisation du public sur la loi sur l'environnement.Soutien apporté au Samoa pour nettoyer l'île de Manono et sensibiliser les résidents aux bonnes pratiques de gestion des déchets.Aucune demande n'a été reçue des Membres en vue de l'élaboration de stratégies de communication nationales. | | | |
| 2.2.3.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion des déchets solides appuyées | <ul style="list-style-type: none">Directives régionales sur la collecte, l'analyse et l'interprétation des données de gestion des déchets solides élaboréesPortail régional d'information sur la gestion des déchets solides élaboré | <ul style="list-style-type: none">Directives régionales et portail sur la gestion des déchets reportés jusqu'en 2012. | | | |
| Résultat 2.2.4 : Gestion de la pollution marine et des déchets appuyée | | | | | |
| 2.2.4.1 Élaboration de lois, politiques, stratégies et plans sur la pollution marine promue et appuyée. | <ul style="list-style-type: none">Législation et plans types actualisés et diffusés pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets au niveau régional. | <ul style="list-style-type: none">Amendements apportés à la législation type régionale sur la pollution marine en vue d'inclure des dispositions sur la gestion des eaux de ballast conformément aux régimes internationaux ; distribués aux pays insulaires océaniques en vue de leur mise en œuvre. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 139 119 | 125 278 |
| | | | Frais de fonctionnement | 70 725 | 123 778 |
| 2.2.4.2 Analyse des risques liés à la pollution marine et aux déchets des navires dans le Pacifique élaborée, diffusée et actualisée. | <ul style="list-style-type: none">Transports maritimes cartographiés dans chaque ÉTIO. | <ul style="list-style-type: none">Mouvements maritimes et principales voies de navigation des pétroliers, porte-conteneurs et bateaux de pêche actualisés. | Frais d'investissement | 500 | 0 |
| | | | Sous-total | 210 344 | 249 057 |
| | | | Des fonds supplémentaires (40 000 \$) ont été obtenus auprès de l'OMI et de Taiwan-République de Chine, pour financer d'autres activités relevant de ce résultat. | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|--|------------------------------|
| 2.2.4.3 Gestion de la pollution marine et des déchets des navires dans les ports appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de processus de suivi de la pollution et des rejets dans les ports. | <ul style="list-style-type: none"> En collaboration avec l'Australie, les Îles Cook, les Îles Marshall, les États-Unis et Vanuatu, aboutissement de 9 années de négociations sur l'institutionnalisation de la gestion régionale des déchets des navires grâce à des installations portuaires de collecte des déchets dans 5 ports régionaux dans le cadre de la Convention MARPOL. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue d'audits de la pollution et des rejets dans les ports. | <ul style="list-style-type: none"> Contribution à l'élaboration de directives en vue de la formulation d'un plan relatif à des installations portuaires régionales de collecte des déchets devant être mis en œuvre en 2013/14. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de mesures de gestion pour réduire la pollution et les rejets dans les ports. | <ul style="list-style-type: none"> Formation régionale sur les espèces envahissantes marines liées aux transports maritimes et la gestion des eaux de ballast organisée à Suva (Fidji) et séminaires nationaux de sensibilisation aux Fidji, aux Îles Marshall et aux Tonga. Formation dispensée aux gouvernements (Îles Cook, Kiribati, Tonga et Tuvalu) en matière de planification et d'intervention en cas de déversements d'hydrocarbures. Examen des Plans nationaux d'intervention en cas de déversements en mer (NATPLAN) réalisé aux Îles Cook, à Kiribati, aux Tonga et à Tuvalu. | |
| 2.2.4.4 Développement des capacités nationales de gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyé. | <ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités nationales en gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés. | <ul style="list-style-type: none"> Poursuite de la mise en œuvre des priorités des ÉTIO en matière de pollution marine, y compris l'identification des déficits de capacités nationales. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none"> Formation sur la surveillance de la pollution marine organisée en collaboration avec l'AMSA, Interpol et les Garde-côtes des États-Unis aux Îles Marshall et aux Palaos. | |
| 2.2.4.5 Mobilisation des ressources financières nécessaires pour mener à bien les initiatives de lutte contre la pollution marine et de gestion des déchets solides appuyée | <ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. | <ul style="list-style-type: none"> Financement de 40 000 dollars mobilisé auprès de l'OMI pour un atelier sous-régional de formation sur les questions de compensation et de responsabilité. Financement de 400 000 dollars É.-U. mobilisé auprès de l'OMI dans le cadre de son programme de coopération technique pour des activités liées à la pollution marine devant être menées en 2012. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. | <ul style="list-style-type: none"> Demandes de financement préparées et soumises pour contribuer à protéger la biodiversité des zones côtières contre les espèces marines exotiques envahissantes. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|--|------------------------------|
| 2.2.4.6 Initiatives de communication entraînant des changements de comportement susceptibles d'améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées. | <ul style="list-style-type: none"> Besoins de développement des capacités de communication visant une meilleure gestion de la pollution marine et des déchets des navires recensés et abordés aux échelons national et régional. Appui fourni en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives de communication contribuant à la sensibilisation à la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. Stratégies de communication élaborées et distribuées au secteur maritime pour renforcer la compréhension des impacts de la pollution marine et recenser les processus de réduction des déchets des navires. | <ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie aux pays insulaires océaniques (Îles Cook, Îles Marshall, Palaos, Tonga, Tuvalu) pour renforcer les capacités de communication dans le cadre des activités et ateliers de formation sur la pollution marine organisés dans les pays. Bulletins sur la pollution marine distribués aux principales parties prenantes du secteur maritime. Articles sur la pollution marine publiés dans le bulletin <i>Pacific Maritime Watch</i> de la CPS. Brochure sur la stratégie du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique (PACPOL) publiée et diffusée et autocollants sur la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL) distribués aux parties prenantes du secteur maritime. | |
| 2.2.4.7 Acquisition et utilisation de données et d'informations pour améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires appuyées | <ul style="list-style-type: none"> Données et informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion de la pollution marine et des déchets des navires recueillies et diffusées aux Membres. Directives sur l'utilisation de données et d'informations appuyant le processus décisionnel élaborées et diffusées. Appui fourni en vue de la conception et de la mise en œuvre de processus de suivi, d'évaluation et de communication visant à améliorer la gestion de la pollution marine et des déchets des navires. | <ul style="list-style-type: none"> Plan régional océanique d'intervention en cas de déversements en mer (PACPLAN) révisé en intégrant les risques de pollution liés aux routes maritimes de la région. Indicateurs nationaux de performance en matière de pollution marine définis et classés par ordre de priorité pour les Membres océaniques en vue de leur mise en œuvre en 2012. | |

Volet : 2.3 – Gouvernance environnementale

Objectif : Améliorer les moyens d'identification, de réaction et de communication sur les pressions environnementales, les nouvelles menaces et possibilités

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| Résultat 2.3.1 – Gestion et mise en œuvre des stratégies et accords internationaux et régionaux portant sur le développement durable appuyées | | | | | |
| 2.3.1.1 Soutien à la participation des ÉTIO aux réunions et manifestations sur le développement durable | <ul style="list-style-type: none">Consultations préparatoires menées avant les grandes réunions pour aborder la portée des points de l'ordre du jour | <ul style="list-style-type: none">Contribution aux préparations régionales à Rio+20 coordonnée, notamment :<ul style="list-style-type: none">Coordination de la réunion préparatoire régionale tenue au Samoa en juin 2011.Assistance à la délégation océanienne à la réunion préparatoire pour l'Asie-Pacifique, tenue en Corée en octobre 2011.Point de contact avec les missions permanentes des États océaniens auprès des Nations Unies pour fournir un appui technique pendant le processus de négociation. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 64 528 | 66 536 |
| | | | Frais de fonctionnement | 34 217 | 37 643 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 977 |
| | | | Sous-total | 98 745 | 105 156 |
| | Des fonds supplémentaires obtenus auprès de divers partenaires ont permis d'accroître le nombre d'activités relevant de ce résultat. | | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Positions et stratégies régionales permettant de réaliser les priorités régionales définies avant les grandes réunions et exprimées pendant celles-ci. | <ul style="list-style-type: none">Compte rendu de la réunion préparatoire du Pacifique transmis à la réunion pour l'Asie-Pacifique, à la réunion intrarégionale des PEID et au Secrétariat de la Conférence Rio+20 pour examen lors de la rédaction de l'avant-projet de texte de Rio+20. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Préparation de notes d'information avant les grandes réunions appuyée. | <ul style="list-style-type: none">Documents de travail préparés pour la réunion préparatoire à Rio+20 et documents d'information pour la réunion régionale pour l'Asie-Pacifique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui logistique et technique fourni lors des grandes réunions. | <ul style="list-style-type: none">Assistance fournie tout au long du processus préparatoire à Rio+20.Appui fourni au premier Forum océanien sur l'environnement, organisé au Samoa avant la Conférence du PROE.Voir également 2.1.1.1. | | | |
| 2.3.1.2 Initiatives de développement des capacités menées, et assistance technique et actions de sensibilisation conduites pour promouvoir le respect par les ÉTIO des accords internationaux et régionaux sur le développement durable | <ul style="list-style-type: none">Initiatives de développement des capacités conçues et menées à bien pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none">Initiatives de développement des capacités exécutées dans le cadre du projet ACP sur les AME.Voir également 2.1.1.1 et 2.1.1.2. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis pour permettre aux pays insulaires océaniens de s'acquitter de leurs obligations. | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis à la demande des Membres2.1.1.1 et 2.1.1.2. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Intérêts des pays insulaires océaniens promus auprès des organes internationaux et régionaux. | <ul style="list-style-type: none">Voir 2.3.1.1 ci-dessus | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|---|---|------------------------------|
| 2.3.1.3 Assistance juridique fournie pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'une législation sur le développement durable | <ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie en vue de la ratification des accords internationaux et régionaux par les pays insulaires océaniques. | <ul style="list-style-type: none"> Réunion régionale sur la biosécurité (Fidji) financée par la CDB – décision de préparer une demande régionale sur la biosécurité pour soumission au FEM en consultation avec le conseiller du PNUE chargé de l'assistance du FEM. Assistance financière de l'Allemagne pour un projet régional sur l'accès et le partage des avantages – décision de contribuer aux travaux menés en 2012 pour promouvoir la ratification du Protocole sur l'accès et le partage des avantages. Formation en négociation sur les AME dispensée dans quatre pays : Îles Cook, Nioué, Timor-Leste et Tonga. Poursuite de l'élaboration de matériels pédagogiques. Assistance fournie à la Conseillère en biodiversité dans le cadre d'une formation en négociation (Fidji) avant la Conférence des Parties de la CNUCLD et engagement d'un consultant chargé de préparer un dossier pour cette conférence. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Assistance juridique fournie pour aider les pays insulaires océaniques à élaborer des lois propices au respect des obligations internationales et régionales. | <ul style="list-style-type: none"> Rédaction d'un nouveau décret coordonnée pour les Fidji en vue de la réforme du cadre réglementaire relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Nouvelle loi type sur la gestion des eaux de ballast et révision de la loi type sur la prévention de la pollution. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Centre d'échange sur les accords internationaux et les lois nationales en place et appuyé. | <ul style="list-style-type: none"> Convention et documents juridiques archivés au Centre d'information et de documentation et sur le Portail océanien sur le changement climatique. | |
| 2.3.1.4 Ressources financières recensées et mobilisées pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives nationales de développement durable. | <ul style="list-style-type: none"> Ressources financières recensées pour permettre l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives régionales ou nationales. | <ul style="list-style-type: none"> Discussions entamées sur une éventuelle deuxième phase du projet ACP sur les AME. | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Propositions élaborées et soumises pour permettre l'accès aux ressources financières aux échelons régional ou multinational. | <ul style="list-style-type: none"> Discussions préliminaires menées avec le PNUE concernant la proposition de renforcement des capacités destinée au FEM. | |
| 2.3.1.5 Contribution des pays insulaires océaniques aux processus et forums internationaux et régionaux appuyés. | <ul style="list-style-type: none"> Initiatives sur le développement durable recensées dans le Plan pour le Pacifique élaborées, promues et dûment consignées. | <ul style="list-style-type: none"> Contribution à la mise en œuvre, par le Secrétariat du Forum, du Plan pour le Pacifique dans le cadre des OMD et à l'établissement des rapports associés. Voir également 2.1.2.2. | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|--|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni pour faciliter les interactions des pays insulaires océaniens avec le Forum des îles du Pacifique et d'autres processus régionaux ou internationaux pertinents. | <ul style="list-style-type: none">Interactions avec le Secrétariat du Forum, essentiellement dans le cadre des processus du CORP, tels que les groupes de travail du CORP, le Comité d'action en faveur du Plan pour le Pacifique (PPAC) et, au plus haut niveau, par le biais des directeurs des organisations membres du CORP.Processus préparatoire à Rio+20 coordonné par le biais du groupe de travail du CORP sur le développement durable (SDWG). Ce groupe de travail est coprésidé par le PROE et le Secrétariat du Forum et, outre les membres du CORP, comprend des représentants d'organisations de l'ONU et d'ONG représentées dans le Pacifique. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Groupes de travail du CORP sur le développement durable constitués et réunis une fois par an. | <ul style="list-style-type: none">Deux réunions du groupe de travail sur le développement durable et quatre réunions du groupe de base organisées. | | | |
| Résultat 2.3.2 – Intégration des questions d'environnement dans les processus décisionnels appuyée | | | | | |
| 2.3.2.1 Élaboration, renforcement et mise en œuvre des Stratégies nationales de développement durable (SNDD) ou d'instruments équivalents appuyés. | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis pour contribuer à l'élaboration, au renforcement et à la mise en œuvre des SNDD ou d'instruments équivalents. | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie aux Îles Cook, aux Fidji, à Kiribati, au Samoa et à Tuvalu en vue de l'élaboration de politiques et de plans nationaux sur l'environnement et de SNDD. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 61 237 | 62 719 |
| | | | Frais de fonctionnement | 27 005 | 24 595 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 679 |
| 2.3.2.2 Intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement appuyée | <ul style="list-style-type: none">Directives sur les meilleures pratiques concernant l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement élaborées, diffusées et actualisées. | <ul style="list-style-type: none">Formulation de pratiques optimales grâce à la formation conjointe avec les pays dans le cadre de l'élaboration de politiques et plans nationaux sur l'environnement et de SNDD. Seront élaborées sous forme de directives. | Sous-total | 88 242 | 87 993 |
| | <ul style="list-style-type: none">Conseils techniques fournis en vue de l'intégration des questions d'environnement dans les processus de planification du développement. | <ul style="list-style-type: none">Voir 2.3.2.1. | | | |
| 2.3.2.3 Développement des capacités en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification appuyé. | <ul style="list-style-type: none">Besoins de développement des capacités nationales en vue de l'intégration du développement durable dans les processus de planification recensés. | <ul style="list-style-type: none">Ateliers nationaux de développement des capacités nationales organisés dans le cadre de l'assistance technique fournie (voir 2.3.2.1). | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre | <ul style="list-style-type: none">Activités d'intégration devant être menées dans les pays insulaires océaniens confirmées lors de la conférence océanique sur les AME organisée en novembre 2009. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|---|--|------------------|---------------------|
| Résultat 2.3.3 – Surveillance, évaluation et rapports sur l'environnement appuyés en vue de leur intégration aux niveaux national et régional | | | | | |
| 2.3.3.1 Processus et directives visant à améliorer le suivi intégré de l'environnement et les rapports en la matière aux niveaux national et régional élaborés et promus. | <ul style="list-style-type: none">Directives sur les meilleures pratiques en matière de suivi environnemental et de rapports sur l'environnement aux niveaux national et régional élaborées et diffusées. | <ul style="list-style-type: none">Formation dans les pays sur les évaluations environnementales intégrées (processus, outils et méthodologies) en vue de la planification, la communication, la mise en œuvre et l'intégration de l'état de l'environnement dans le développement économique et social national, organisée au Samoa, à Nioué et aux Îles Cook, et travaux initiaux sur les ÉEI menés à Tuvalu dans le cadre de l'élaboration du plan d'action stratégique national sur le changement climatique. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 103 570 | 105 964 |
| | | | Frais de fonctionnement | 54 120 | 94 462 |
| | <ul style="list-style-type: none">Processus d'amélioration du suivi, de l'évaluation et des rapports sur l'environnement élaboré, diffusé et promu. | <ul style="list-style-type: none">Enseignements tirés des travaux sur les ÉEI utilisés lors de la révision des rapports sur l'état de l'environnement et de la stratégie nationale de gestion de l'environnement du Samoa.Soutien apporté en vue de la formulation du programme multisectoriel de Nioué (FEM-5).Élaboration d'un ensemble minimum d'indicateurs nationaux sur l'environnement aux Îles Cook.Formation sur les ÉEI et l'intégration, et planification de la révision des rapports sur l'état de l'environnement aux Îles Cook, à Nioué, à Kiribati et au Samoa. | Frais d'investissement | 0 | 0 |
| | | | Sous-total | 157 690 | 200 426 |
| 2.3.3.2 Outils et mécanismes visant à améliorer l'utilisation stratégique des données environnementales élaborés et promus. | <ul style="list-style-type: none">Inventaire des recueils de données environnementales dans le Pacifique dressé et actualisé. | <ul style="list-style-type: none">Inventaire des informations sur l'environnement détenu par le Centre d'information et de documentation. | Des fonds supplémentaires ont été obtenus auprès du PNUE en vue de la mise en œuvre d'activités supplémentaires. | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui technique fourni en vue de la mise en œuvre des évaluations de l'environnement dans la perspective du développement durable. | <ul style="list-style-type: none">Voir 2.3.3.1. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Mesures régionales d'amélioration de la capacité d'évaluation environnementale dans le Pacifique élaborées et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Capacité d'évaluation environnementale améliorée dans 4 pays dans le cadre de la formation nationale sur les AME et ÉEI (voir sections 2.3.1.2 et 2.3.3.1) | | | |
| 2.3.3.3 Développement des capacités nationales en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement et d'utilisation de données environnementales stratégiques appuyé. | <ul style="list-style-type: none">Initiatives abordant les besoins de développement des capacités nationales conçues et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Assistance fournie en vue de l'élaboration d'une politique nationale intégrée et d'un plan stratégique sur l'environnement à Kiribati et d'un cadre stratégique national sur l'environnement aux Îles Cook. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de la production de rapports nationaux et régionaux sur l'état de l'environnement. | <ul style="list-style-type: none">Concernant l'élaboration d'indicateurs régionaux et d'un cadre pour la révision des rapports sur l'état de l'environnement, le projet de rapport sur les Perspectives du Pacifique sur le changement climatique et l'environnement et la grille d'indicateurs ont été examinés par les organisations concernées du CORP et le PNUE. | | | |

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|--|--|--|------------------|---------------------|
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni en vue de l'élaboration des profils de pays annuels prévus dans le plan d'action. | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni à la CESAP pour aider les pays à préparer leurs rapports nationaux en vue de Rio+20. | | | |
| 2.3.3.4 Partenariats visant l'utilisation accrue d'informations sur l'environnement établis et mis en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Liens entre les organisations ayant accès à des données et compétences susceptibles d'améliorer l'utilisation des données environnementales dans le Pacifique recensés. | <ul style="list-style-type: none">Collaboration avec le groupe de travail sur le développement durable pour donner un caractère officiel au partenariat sur les SNDD en vue de son lancement à Rio+20. | | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Réseaux régionaux et nationaux intégrés en matière de suivi, d'évaluation et de rapports sur l'environnement élaborés et promus. | <ul style="list-style-type: none">Consultations menées avec le PROE, le Secrétariat du Forum et la CPS en vue de l'élaboration d'un cadre régional de surveillance environnementale et d'établissement de rapports. | | | |
| Résultat 2.3.4 – Identification de crédits pour l'environnement et accès à ces crédits appuyés | | | | | |
| 2.3.4.1 Accès aux fonds du FEM appuyé | <ul style="list-style-type: none">Pays insulaires océaniques recevant une assistance en ce qui concerne le FEM-5, y compris la coordination avec les agents d'exécution, les organisations du CORP, les ONG régionales et internationales et d'autres partenaires du FEM | <ul style="list-style-type: none">Poursuite de la mise en œuvre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable (GEF-PAS), grâce à la coordination, par le Conseiller chargé de l'assistance du FEM, du travail d'autres chargés de programmes du PROE et d'autres organisations du CORP en vue de l'élaboration de projets dans le cadre du programme.Le Conseiller chargé de l'assistance du FEM a fourni des conseils et un appui technique aux pays concernant l'élaboration de projets dans le cadre de l'Alliance FEM-Pacifique. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 71 777 | 87 799 |
| | | | Frais de fonctionnement | 90 250 | 3 040 |
| | | | Frais d'investissement | 500 | 0 |
| | | | Sous-total | 162 527 | 90 839 |
| 2.3.4.2 Accès à d'autres sources de financement sur l'environnement appuyé. | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue de la mise en œuvre des projets financés par le FEM, notamment ceux de l'Alliance FEM-Pacifique financés par le FEM-4 | <ul style="list-style-type: none">Assistance fournie aux pays en vue de l'identification et du classement par ordre de priorité d'idées-cadres de projets nationaux et multinationaux pour le FEM-4Assistance fournie aux pays concernant la préparation de leurs FIP avec les agents d'exécution en vue de leur soumission au Secrétariat et au Conseil du FEM dans le cadre du FEM-5 | Les dépenses reflètent la vacance du poste de Conseiller chargé de l'assistance du FEM, qui a contribué à ce résultat, pendant le deuxième semestre. | | |
| | <ul style="list-style-type: none">Appui fourni aux pays insulaires océaniques en vue du respect des prescriptions de suivi et d'évaluation des projets financés par le FEM. | <ul style="list-style-type: none">Assistance technique fournie pour recenser et hiérarchiser les besoins des pays, contribuer à la définition et à la conception des projets et des descriptifs de projets conformément aux exigences du FEM et des agents d'exécution, et contribuer à l'identification des sources de cofinancement. | | | |

Programme 2 – AVENIRS OCÉANIENS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | |
|--------------------------|---|--|------------------------------|----------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Appui fourni aux pays insulaires océaniques concernant les autres questions relatives au FEM. | <ul style="list-style-type: none"> Formation initiale et conseils techniques fournis aux Membres sur l'élaboration de projets plurisectoriels dans le cadre du fonds SFA du système transparent d'allocation des ressources (STAR) du FEM-5, en particulier à Nioué et au Samoa. Assistance fournie aux pays en vue de l'élaboration de directives sur les meilleures pratiques ainsi que de processus visant à intégrer les principales questions d'environnement dans les processus de planification du développement. | | |
| | <ul style="list-style-type: none"> Coordination du FEM, des pays et des autres partenaires appuyée et facilitée. | <ul style="list-style-type: none"> Assistance fournie concernant les réunions du conseil et des Membres, les réunions du comité directeur de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable une fois en place, et les contributions d'autres programmes du PROE améliorant l'accès des pays aux ressources du FEM (CDB, CCNUCC, CNUCLD, Convention sur les POP, etc.) | | |
| TOTAL PROGRAMME 2 | | | | Dépenses prévues |
| | | | Frais de personnel | 1 628 771 |
| | | | Frais de fonctionnement | 4 140 268 |
| | | | Frais d'investissement | 104 000 |
| | | | TOTAL | 5 873 039 |
| | | | | Dépenses effectives |
| | | | | 1 636 529 |
| | | | | 5 583 111 |
| | | | | 11 908 |
| | | | | 7 231 548 |

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : **Garantir l’existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l’efficacité de l’Organisation**

La direction générale assure la conduite des opérations du Secrétariat et définit ses orientations stratégiques. Les services administratifs permettent d’assurer efficacement l’exécution des deux programmes stratégiques du Secrétariat et de fournir des conseils administratifs et financiers à la direction.

Résumé des objectifs et faits marquants de 2011 :

Principales réalisations pour 2011 :

- 22^e Conférence du PROE tenue avec succès à Apia (Samoa) du 12 au 16 septembre 2011
- Obtention de l’avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2011
- Participation active et de haut niveau aux réunions régionales et internationales pour soutenir les États et Territoires océaniques, notamment aux négociations de Durban sur le changement climatique, en décembre 2011, et à la réunion océanienne préparatoire à Rio+20 des 21 et 22 juillet 2011

- Résultats positifs de l’évaluation institutionnelle du PROE réalisée par l’UE
- Nouveau système d’amélioration des résultats adopté avec succès par le Secrétariat en janvier 2011
- Établissement de nouveaux partenariats se soldant par l’augmentation de l’appui aux Membres : promesses de financement de 2 millions de dollars É.-U. de l’USAID et de 4 millions d’euros de la Finlande

Analyse financière comparative :

| Budget total | Dépenses effectives | Part des dépenses |
|------------------|---------------------|-------------------|
| 2 546 429 | 2 910 708 | 114 % |

3. DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

Objectif : Garantir l'existence de politiques et de services propres à contribuer à la réalisation des objectifs des programmes stratégiques du Secrétariat et à l'efficacité de l'Organisation

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|--|------------------------------|------------------|---------------------|
| Volet : 3.1 – Direction générale | | | | | |
| Objectif : Contribuer à l'amélioration des performances grâce à une direction éclairée | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Soutien logistique à la Conférence du PROE | <ul style="list-style-type: none">Conférence annuelle du PROE organisée de manière professionnelle, en offrant à tous les Membres la possibilité d'y participer. | <ul style="list-style-type: none">Les Membres ont reçu tous les documents pertinents pour la 21^e Conférence du PROE.Pour la première fois, les documents de travail ont été envoyés à tous les Membres par voie électronique.Les Membres ont pris acte avec satisfaction du Rapport de suivi et d'évaluation des performances (PMER) de 2010.Le rapport de la Conférence a été publié sous format papier et électronique, en anglais et en français, et distribué à tous les Membres avant la fin de l'année.Le rapport annuel pour 2010 a été publié dans une présentation de haute qualité et diffusé aux Membres avant la 22^e Conférence du PROE. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 517 939 | 539 210 |
| | | | Frais de fonctionnement | 251 460 | 402 260 |
| | | | Frais d'investissement | 0 | 508 |
| | | | Sous-total | 769 399 | 941 978 |
| Les dépenses de ce résultat doivent être examinées avec celles du résultat 3.4. Le dépassement des crédits est dû aux frais d'interprétation et de traduction élevés pour la 22 ^e Conférence du PROE. L'étude sur la présence sous-régionale n'était pas prévue au budget mais des fonds ont été mobilisés auprès de AUXB pour financer cette étude. | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Consultation avec les Membres. | <ul style="list-style-type: none">Membres consultés et informés sur les décisions et initiatives importantes. | <ul style="list-style-type: none">Sur 25 Membres, 18 ont reçu la visite de la direction dans le cadre de consultations approfondies ; les Membres ont reçu des mises à jour régulières et le Président a été tenu informé sur les grands dossiers.La Troïka du Président du PROE (président et vice-président sortants, en poste et à venir) a été tenue au courant des principales questions relatives à la gestion du PROE, notamment par la diffusion des comptes rendus de l'équipe de direction.Des consultations ont été entamées avec les Membres concernant l'étude sur la présence sous-régionale du PROE. | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Maintien et renforcement des liens avec les bailleurs de fonds. | <ul style="list-style-type: none">Relations avec la communauté des donateurs privilégiées par la direction.Exigences des donateurs en matière de rapports et de responsabilité respectées dans les délais prévus. | <ul style="list-style-type: none">Communication avec les donateurs sensiblement accrue et améliorée en 2011.Rapports aux donateurs améliorés et axés sur les résultats obtenus grâce à leur soutien.Relations avec les donateurs nettement améliorées, comme en atteste l'augmentation du financement des projets et programmes du Secrétariat par l'AusAID, l'USAID et la Finlande. | | | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|--|-------------------------|----------------------------|
| <ul style="list-style-type: none">Amélioration de la coordination régionale et internationale | <ul style="list-style-type: none">Questions et positions régionales définies et prises en compte dans les décisions des forums régionaux et internationaux. | <ul style="list-style-type: none">Le Secrétariat continue de jouer un rôle de chef de file dans la coordination régionale des principaux enjeux internationaux et régionaux : négociations de la CCNUCC, Rio+20, réunions des directeurs des organisations membres du CORP, groupes de travail du CORP (SDWG), etc. | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Secrétariat géré de manière efficace et rationnelle. | <ul style="list-style-type: none">Opérations internes du Secrétariat évaluées régulièrement et améliorations nécessaires recensées et mises en œuvre. | <ul style="list-style-type: none">Le Secrétariat a passé avec succès l'évaluation institutionnelle, réalisée par l'UE en juillet 2011, de ses règles et procédures (comptabilité, contrôles internes, audits et procédures de passation de marchés).Nouveau Plan de gestion des risques élaboré et adopté par la Conférence du PROE de 2011. | | | |
| Volet : 3.2 – Information et communication | | | | | |
| Objectif : Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Gestion des bases de données de l'organisation et des programmes. | <ul style="list-style-type: none">Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plateforme technique appropriée et stable. | <ul style="list-style-type: none">Améliorations apportées à la base de données sur la mise en œuvre du programme de travail annuel.Appui fourni à la base de données de recherche et de suivi sur les tortues (TREDS)Mise à niveau logicielle et implémentation de nouvelles fonctionnalités du système de gestion financière Sage ERP Accpac.Base de données régionale de suivi des mangroves développée.Phase d'analyse et de conception achevée concernant le nouveau système de paie et d'information sur les ressources humaines.Mise à niveau logicielle et conversion des bases de données SQL Server achevées pour l'ensemble de l'Organisation. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 542 292 | 542 170 |
| | | | Frais de fonctionnement | 96 450 | 139 765 |
| | | | Frais d'investissement | 16 500 | 20 446 |
| | | | Sous-total | 655 242 | 702 381 |
| | | | <i>Dépassement des crédits dû aux frais de publication et de connexion à Internet plus élevés que prévu.</i> | | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS

2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|---|---|------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Fourniture d'assistance sur les TIC au Secrétariat. | <ul style="list-style-type: none"> TIC disponibles aux agents du PROE et gérées sur une plateforme technique stable. Perturbations des services informatiques communiquées aux agents du PROE de sorte à perturber le moins possible les activités du Secrétariat. | <ul style="list-style-type: none"> Soutien informatique (matériel et logiciel) fourni au Secrétariat. Formation dispensée au personnel sur les services informatiques et les applications courantes. Appui fourni à la Conférence du PROE de 2011. Achats groupés de matériel informatique sur une base trimestrielle. Concept de laboratoire informatique vert mis en œuvre – remplacement du matériel du laboratoire informatique du PROE par des postes virtuels à fort rendement énergétique. Amélioration du matériel vidéo et des équipements de téléconférence, se traduisant par leur utilisation accrue par le PROE et ses partenaires. Refonte du site web du PROE achevée. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC. | <ul style="list-style-type: none"> Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique. | <ul style="list-style-type: none"> Services de sauvegarde fournis à l'organisation. Supervision quotidienne des systèmes informatiques améliorée grâce à l'installation du logiciel de surveillance réseau Nagios. Plans antisinistre mis à jour et révisés Redondance des liaisons Internet installée. Mise à niveau du réseau réalisée pour permettre sa future expansion et améliorer sa sécurité. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Développement et maintenance des systèmes d'archivage. | <ul style="list-style-type: none"> Système d'archivage des données élaboré et déployé pour permettre leur récupération rapide. | <ul style="list-style-type: none"> Numérisation et catalogage des archives dans la base de données DBTextWorks. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires. | <ul style="list-style-type: none"> Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. | <ul style="list-style-type: none"> Soutien fourni aux demandes de recherche et de documents par le personnel du PROE, les pays membres et la communauté des chercheurs. Base de données de la bibliothèque à jour et accessible. 400 nouveaux matériels d'information ajoutés au catalogue de la bibliothèque du PROE et de plus de 100 nouveaux matériels d'information disponibles en ligne par le biais du site web et du catalogue du CID. Deux envois groupés des publications du PROE effectués à tous les correspondants et aux bibliothèques institutionnelles, universitaires et publiques, dans la région et à l'étranger. Produits sur l'Organisation et ses programmes présentés à l'occasion de la Conférence du PROE, etc. | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|---|---|--|------------------------------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région. | <ul style="list-style-type: none"> Abonnements aux revues spécialisées sur papier et en ligne renouvelés. Abonnement gratuit à HINARI, un nouveau service en ligne d'information sur la santé environnementale. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Publications et supports de sensibilisation et d'éducation produits et diffusés. | <ul style="list-style-type: none"> Publications à l'appui des activités d'éducation et de sensibilisation du PROE produites/acquises et diffusées aux parties prenantes. Coordonner la production des matériels promotionnels du PROE | <ul style="list-style-type: none"> Production de sept rapports, d'un DVD sur les énergies renouvelables, d'une série de fiches d'information, d'affiches, de bannières, de deux bulletins électroniques et de divers matériels promotionnels (autocollants, encarts dans la presse, Facebook et blogs). Ce travail a couvert toutes les activités de la conception à la livraison des produits. Une assistance a été fournie au Projet océanien d'adaptation au changement climatique des Îles Cook, notamment à la production d'une brochure, d'un documentaire et de communiqués pour <i>Radio Cook Islands</i> et <i>Cook Islands Herald</i>. Les matériels promotionnels du PROE ont été présentés lors des manifestations nationales, régionales et internationales, notamment les Conférences des Parties à la CCNUCC et à la CNUDL, et d'une exposition sur l'énergie lors de la réunion des chefs d'État et de gouvernement des États membres du Forum, qui s'est tenue à Auckland. Appui fourni concernant l'élaboration de publications pour les activités d'éducation et de sensibilisation du PROE menées lors des manifestations nationales, régionales et internationales. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation au PROE et à ses activités poursuivie et améliorée auprès des Membres, de la région et du reste du monde. | <ul style="list-style-type: none"> Contacts avec les médias maintenus et développés. Médias recevant régulièrement des informations du PROE. | <ul style="list-style-type: none"> Plus de 30 nouveaux contacts régionaux et internationaux ajoutés à la liste de diffusion du PROE. Soutien médiatique lors de la Conférence des Parties à la CNUDL et la Conférence des Parties à la CCNUCC, pour coordonner les annonces dans les médias, organiser les manifestations parallèles concernant l'Océanie et en rendre compte. Trois sessions de formation aux techniques médiatiques menées au cours de l'année auprès des délégués du Pacifique présents aux conférences internationales pour renforcer leurs relations avec les médias nationaux et internationaux. Formation dispensée dans le cadre du projet de renforcement des capacités sur les AME. | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalizations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|--|---|--|--|------------------|---------------------|
| | | <ul style="list-style-type: none">Fonds mobilisés et formation sur le changement climatique et la biodiversité coordonnée pour les médias nationaux et les professionnels de l'information de Vanuatu et des Îles Cook. Cette formation a été organisée en association avec l'UNESCO et le projet Vois Blong Yumi.Lancement du prix des médias « Vision Pasifika » autour du thème « Respectons et protégeons les dugongs du Pacifique. »Couverture médiatique quotidienne de la réunion du Projet océanien d'adaptation au changement climatique, tenue à Vanuatu, sur <i>Radio Australia</i>, <i>Radio New Zealand</i> et dans les médias océaniques.Partenariats maintenus avec les services d'information grâce à une colonne mensuelle dans <i>Islands Business Magazine</i> et un spot radio hebdomadaire de 5 minutes sur <i>Radio Australia</i>.Nouveau partenariat formé avec l'Initiative Vois Blong Yumi à Vanuatu, un projet médiatique financé par l'Australie.Des bourses ont été offertes à des reporters des Îles Salomon et de Nioué et des étudiants en journalisme du Samoa et de Vanuatu pour leur permettre de suivre une formation sur le changement climatique, de participer à la réunion « Leçons pour l'avenir : Adaptation au changement climatique et réduction des risques de catastrophes » puis d'en rendre compte dans les médias océaniques. | | | |
| Volet : 3.3 – Finances | | | | | |
| Objectif : Fournir des informations et des rapports transparents, explicables et opportuns | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Présentation en temps opportun d'états financiers fiables à la Conférence du PROE. | <ul style="list-style-type: none">États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes. | <ul style="list-style-type: none">L'avis sans réserve des commissaires aux comptes concernant les états financiers de 2010 a été approuvé par la 22^e Conférence du PROE.Des audits des projets PACC et PIGGAREP ont été réalisés et ont révélé quelques domaines dans lesquels leur gestion pourrait être améliorée. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 351 911 | 332 605 |
| | | | Frais de fonctionnement | 80 500 | 334 238 |
| | | | Frais d'investissement | 3 000 | 1 085 |
| | | | Sous-total | 435 411 | 667 928 |
| | | | Dépassement des crédits dû aux pertes de change de 215 000 \$ encourues pendant l'année, ainsi qu'aux frais bancaires et frais de mise à niveau du logiciel comptable. | | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) |
|--|---|---|------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs | <ul style="list-style-type: none"> Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers. | <ul style="list-style-type: none"> États financiers annuels mis en conformité totale avec les normes internationales d'information financière (IFRS), notamment en ce qui concerne la présentation des comptes de 2009 aux fins de comparaison avec les chiffres de l'exercice 2010. Rapports financiers fournis aux donateurs conformément à leurs exigences. Budget et processus de 2012 remaniés et rationalisés pour tenir compte des priorités du Plan stratégique. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Présentation de rapports de gestion financière à la direction et aux programmes. | <ul style="list-style-type: none"> Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat. | <ul style="list-style-type: none"> Rapport sur les dépenses prévues et réelles préparé et diffusé tous les mois à tous les agents. Conseils et services financiers professionnels fournis périodiquement à la direction et aux agents pour veiller au respect des accords avec les donateurs. Formation dispensée aux agents concernant l'élaboration de leurs budgets et la compréhension des rapports financiers. | |
| <ul style="list-style-type: none"> Fourniture de processus de gestion intégrée des risques financiers. | <ul style="list-style-type: none"> Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour. | <ul style="list-style-type: none"> Réévaluation institutionnelle positive réalisée par l'UE en 2011. Manuel de procédures financières révisé, actualisé et respect de ces procédures contrôlé aux fins de contrôle interne. Politiques concernant les voyages révisées et suivies en permanence pour veiller à obtenir le meilleur rapport qualité-prix. Suivi de la situation des contributions en souffrance tous les trois mois. Suivi continu du système et des processus comptables et améliorations apportées pour veiller au respect du règlement financier et des meilleures pratiques. Risques financiers examinés et mesures intégrées dans le plan de gestion des risques. | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | | |
|---|--|---|------------------------------|------------------|---------------------|
| Volet : 3.4 – Administration | | | | | |
| Objectif : Utiliser des systèmes de gestion du personnel et d’administration efficaces | | | | | |
| <ul style="list-style-type: none">Gestion du recrutement et de l’orientation du personnel ainsi que des prestations sociales associées. | <ul style="list-style-type: none">Politiques de gestion des ressources humaines (couvrant le recrutement et l’orientation) mises à jour au besoin et respectées par tous les agents du PROE. | <ul style="list-style-type: none">Nouvelle échelle de rémunération en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000 fortement axée sur les performances et étroitement liée au nouveau système d’amélioration des résultats personnels, les augmentations salariales étant uniquement liées aux résultats. Gestion axée sur les résultats renforcée au sein du Secrétariat.Redistribution et rationalisation des fonctions du Secrétariat dans le cadre de la nouvelle structure de l’Organisation, pour appuyer les priorités du Plan stratégique.Une évaluation des postes a été effectuée et toutes les descriptions de postes ont été révisées de sorte à clairement refléter les indicateurs de performance et, surtout, les valeurs de l’Organisation ainsi que le code de conduite défini pour l’ensemble du personnel.Valeurs et code de conduite imprimés sous forme d’affiches et de signets.Les principales politiques sur les RH approuvées pour compléter le règlement du personnel comprennent le recrutement et la sélection, l’amélioration des résultats personnels, la formation et le développement, la sécurité, etc. L’examen des politiques et procédures concernant les RH se poursuit.Conseils et services fournis sur tous les aspects de la gestion des ressources humaines au sein de l’organisation.Une enquête de satisfaction du personnel a été réalisée pour la troisième fois.Participation active au groupe de travail sur l’harmonisation du CORP. Principales activités mises en œuvre au PROE :<ul style="list-style-type: none">La phase de conception du projet relatif aux systèmes d’information sur les ressources humaines (HRIS) a été achevée ;L’évaluation des postes pourvus localement a été achevée et les recommandations pertinentes ont été approuvées par la Conférence du PROE ;La révision triennale des postes pourvus sur le marché international a commencé vers la fin de l’année avec des consultations réalisées au niveau de l’Organisation. | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 254 677 | 229 241 |
| | | | Frais de fonctionnement | 403 700 | 352 308 |
| | | | Frais d’investissement | 28 000 | 16 871 |
| | | | Sous-total | 686 377 | 598 420 |
| | | | | | |

Programme 3 – DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISTRATIFS | 2011

| Sous-résultats | Indicateurs | Réalisations de 2011 | Prévisions budgétaires (USD) | |
|---|---|--|------------------------------|---------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> Mise en place de systèmes de gestion des performances du personnel. | <ul style="list-style-type: none"> Cadre d'évaluation du personnel élaboré, déployé et mis à jour au besoin. | <ul style="list-style-type: none"> Nouveau système d'amélioration des résultats personnels en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2011. Les principales modifications comprennent l'élaboration de plans d'amélioration des résultats personnels, qui prévoient la définition de cibles annuelles spécifiques, un examen à mi-année et des appréciations des supérieurs hiérarchiques. Ce nouveau système remplace les évaluations traditionnelles du personnel réalisées tous les ans par un processus axé sur la performance, fondé sur les résultats et aligné sur la période d'évaluation et de suivi des performances. La Conférence du PROE a décidé que les résultats du Directeur général seront évalués en appliquant le même système. Troïka approuvée par la Conférence du PROE pour évaluer et orienter les résultats annuels du Directeur général. Conseils sur toutes les questions relatives aux ressources humaines et aux résultats du personnel fournis en temps opportun en tenant compte du règlement du personnel, des politiques et procédures existantes, des principes et pratiques du CORP et des meilleures pratiques. RH collaborant avec le Comité du personnel et la direction sur les préoccupations du personnel. | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Gestion de l'infrastructure et des biens du Secrétariat. | <ul style="list-style-type: none"> Plan de gestion durable de l'infrastructure et des biens du Secrétariat élaboré, déployé et régulièrement mis à jour. | <ul style="list-style-type: none"> La sécurité de tous les biens du Secrétariat continue d'être une priorité – Assurance souscrite. Améliorations réalisées en termes de priorités et de fonds disponibles. Réaffectation et réorganisation des espaces de travail pour répondre aux besoins d'un nombre croissant d'employés et de partenaires. Services sous-traités et suivis en continu pour l'entretien de tous les biens Services généraux et d'entretien fournis dans les domaines suivants : <ul style="list-style-type: none"> Gestion des dossiers Gestion des biens Registre des immobilisations, plan de maintenance et biens Assurance Transport, nettoyage et entretien Services administratifs et de soutien | | |
| TOTAL PROGRAMME 3 | | | | |
| | | | Dépenses prévues | Dépenses effectives |
| | | | Frais de personnel | 1 666 819 |
| | | | Frais de fonctionnement | 832 110 |
| | | | Frais d'investissement | 47 500 |
| | | | TOTAL | 2 546 429 |
| | | | | 2 910 708 |